



Avaron Emerging Europe Fund

Fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie. Le Fonds satisfait aux dispositions énoncées dans la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 juillet 2009

Prospectus

12 septembre 2016

Ce document ne constitue ni ne fait partie d'une distribution, offre ou recommandation d'achat ou de vente de titres à toute personne dans toute juridiction dans laquelle une telle distribution, offre ou recommandation serait contraire aux lois ou aux réglementations applicables.

En particulier, les informations contenues dans le présent document ne sont pas destinées à la distribution ni ne constituent une offre d'achat ou de vente, ni la recommandation d'une quelconque offre d'achat ou de vente de titres aux États-Unis d'Amérique ou à des personnes des États-Unis, ou au bénéfice de ces personnes (au sens de la Regulation S de la Securities Act of 1933).

S'agissant des personnes au Royaume-Uni, les informations contenues dans le présent document sont uniquement destinées aux Professionnels de l'Investissement (*Investment Professionals*) au sens de l'Article 19 de la Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005. Cette ordonnance ne saurait être invoquée par des personnes au Royaume-Uni n'étant pas des Professionnels de l'Investissement. **Tout investissement ou toute activité d'investissement en relation avec ce document sont réservés, au Royaume-Uni, aux Professionnels de l'Investissement et ne peuvent être effectués qu'avec des Professionnels de l'Investissement.**

Le présent Prospectus n'est pas destiné à la distribution. Il ne constitue ni une offre ni une recommandation de vente ou d'achat de titres en Suisse. Les investisseurs suisses sont invités à lire le prospectus et le règlement du fonds Avaron Emerging Europe Fund, disponibles en français sur www.avaron.com/documents.

Le présent Prospectus n'est pas destiné à la distribution. Il ne constitue ni une offre ni une recommandation de vente ou d'achat de titres en Allemagne. Les investisseurs allemands sont invités à lire le prospectus et le règlement du fonds Avaron Emerging Europe Fund, disponibles sur www.avaron.com/documents.

Toute souscription au Fonds doit être effectuée sur la base du prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur du Fonds, du Règlement y relatif ainsi que des derniers rapports annuels ou semestriels disponibles. Ces documents peuvent être obtenus auprès d'Avaron. Les résultats passés ne sauraient présager des résultats futurs. La valeur des investissements et de tout revenu du Fonds peut fluctuer à la hausse comme à la baisse, et il est possible que les investisseurs ne récupèrent pas le montant investi. Tout investissement dans le Fonds comporte des risques élevés, dont certains sont décrits dans le présent Prospectus. Les investisseurs doivent être conscients des risques importants associés aux investissements sur les marchés émergents tels ceux de l'Europe centrale et de l'Est.

Tout litige et toute controverse ou réclamation nés des informations contenues dans ce document ou en découlant seront réglés selon la législation estonienne devant un tribunal estonien exclusivement.

TABLE DES MATIÈRES

Informations générales	4
Informations générales sur le Fonds.....	4
Fondements, objectifs et politique d'investissement du Fonds.....	6
Fondements des activités du Fonds	6
Objectifs des activités du Fonds	6
Politique d'investissement du Fonds.....	6
Performance passée du Fonds.....	7
Risques.....	7
Avertissement général en matière de risques.....	7
Avertissement en matière de risques associés aux marchés émergents	7
Niveau de risque du Fonds.....	8
Profil de l'investisseur type	8
Aperçu des facteurs de risque majeurs en matière d'investissement	8
Risques associés aux instruments dérivés	10
Risques associés aux titres non négociés sur des marchés réglementés	10
Parts du Fonds.....	11
Parts	11
Droits associés aux Parts	11
Obligations associées aux Parts et limitation de la responsabilité des Porteurs de Parts	11
Imposition	11
Valeur liquidative des Parts et transactions sur les Parts	11
Valeurs liquidatives du Fonds et des Parts	11
Délai relatif à la soumission des demandes.....	13
Transactions sur les Parts	13
Prix d'émission et de rachat.....	14
Souscription de Parts.....	14
Rachat de Parts	14
NB! Suspension des transactions	14
Conversion des Parts	14
Informations concernant le Fonds	15
Publication des informations relatives au Fonds.....	15
Amendement au Règlement	15
Liquidation du Fonds	16
Société de Gestion, Dépositaire, Société d'audit.....	16
Société de Gestion	16
Dépositaire.....	17
Société d'audit	17
ANNEXE 1 – Règlement du Fonds	18
Informations destinées aux investisseurs en Suisse.....	32

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le présent document constitue le prospectus d'offre publique (ci-après le « **Prospectus** ») des parts du fonds Avaron Emerging Europe Fund (ci-après le « **Fonds** ») au sens de la loi sur les fonds de placement de la République d'Estonie (Investment Funds Act) (ci-après la « **Loi sur les fonds de placement** »). Le règlement du Fonds (ci-après le « **Règlement** ») fait partie intégrante de ce Prospectus et figure dans l'Annexe 1.

Le Fonds est un fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie. Au sens de la Loi sur les fonds de placement, le Fonds est un organisme de placement collectif (OPCVM) conforme aux dispositions de la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 juillet 2009, telle qu'amendée.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE FONDS

Société de Gestion	AS Avaron Asset Management, numéro d'inscription au registre du commerce : 11341336, siège social : Narva mnt 7D, 10117 Tallinn, Estonie (ci-après la « Société de Gestion »)
Contact pour les questions liées à la gestion du Fonds (à l'intention des investisseurs)	Tél. : +372 664 4208, +372 511 2242 E-mail: invest@avaron.com
Membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion	Kristel Kivinurm-Priisalm, Valdur Jaht
Domicile du Fonds	Narva mnt 7D, 10117 Tallinn, Estonie
Site Internet de la Société de Gestion	www.avaron.ee (en estonien) et www.avaron.com (en anglais) (conjointement désignés comme le « Site Internet »)
Statut juridique	Fonds de placement contractuel public de type ouvert enregistré en République d'Estonie
Dépositaire	Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, siège social : Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie (ci-après le « Dépositaire »)
Administration du Fonds et calcul de la valeur liquidative	Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, siège social : Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie
Agent de transfert	Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, siège social : Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie (ci-après l'« Agent de Transfert »)
Agent enregistreur	Le Registre des Parts est tenu par Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, siège social : Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie (ci-après l'« Agent Enregistreur »)
Société d'audit	AS Deloitte Audit Eesti, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, siège social : Roosikrantsi 2, 10119 Tallinn, Estonie
Autorité de surveillance financière	Financial Supervision Authority, siège social : Sakala 4, 15030 Tallinn, Estonie (ci-après la « Financial Supervision Authority ») (site Internet : www.fi.ee)
Lancement du Fonds	23.04.2007
Enregistrement du Règlement	Enregistré le 3 août 2016, le Règlement est entré en vigueur le 12 septembre 2016.
Parts du Fonds	Une part du Fonds (ci-après une « Part ») représente la participation d'un porteur de parts aux actifs du Fonds. Une Part constitue un titre enregistré électroniquement. Le Fonds compte cinq classes de Parts. Les Parts peuvent être souscrites ou rachetées chaque jour ouvré ¹ .

¹ On entend par « jours ouvrés » les jours où les établissements de crédit sont généralement ouverts en Estonie, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés et nationaux.

Dates de lancement des classes de Parts et détermination de la valeur liquidative (VL) de base pour le calcul de la commission de performance	Parts A : 23.04.2007 ; Parts B : 23.04.2007 ; Parts C : 08.09.2009 ; Parts D : 27.09.2010 ; Parts E : 25.10.2010. Ces dates correspondent également à la date initiale de l'historique de la VL pour chaque catégorie de Parts aux fins du calcul de la commission de performance. Étant donné que les dates de lancement sont chacune différentes, il est possible que, pour une période particulière, la commission de performance soit payée pour une classe de Parts et non pour une autre.
Prix des Parts	La Société de Gestion calcule la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant au plus tard à 16h30 (heure de Tallinn) et communique ces informations sur le Site Internet.
Publication des informations	Les documents et informations importantes relatifs au Fonds sont disponibles sur le Site Internet et auprès du siège social de la Société de Gestion.
Période fiscale	1 ^{er} janvier-31 décembre
Distribution des revenus	Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux porteurs de parts mais réinvestis. Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des porteurs de part.

FONDEMENTS, OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS

FONDEMENTS DES ACTIVITÉS DU FONDS

Le Fonds est un regroupement de capitaux levés grâce à l'émission publique de Parts et d'actifs obtenus en investissant ces capitaux, lesquels appartiennent conjointement aux porteurs de parts du Fonds (ci-après les « **Porteurs de Parts** ») et sont gérés par la Société de Gestion. Les fondements sur lesquels les activités du Fonds reposent ainsi que les relations entre les Porteurs de parts et la Société de Gestion sont énoncés dans la législation de la République d'Estonie et dans le Règlement.

OBJECTIFS DES ACTIVITÉS DU FONDS

Le Fonds a pour objectif d'investir principalement dans des actions de sociétés situées dans les pays émergents d'Europe, tout en garantissant la croissance du capital à long terme. La description des risques relatifs à l'investissement dans le Fonds est disponible dans la section « Risques » du présent Prospectus.

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS

Univers d'investissement et instruments autorisés

La Société de Gestion investira au minimum 60 % des actifs du Fonds dans des actions cotées émises par des sociétés situées dans les pays émergents d'Europe. **L'univers d'investissement comprend les pays suivants** : Hongrie, Pologne, République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Roumanie, Bulgarie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Turquie, Moldavie, Ukraine, Grèce et les pays européens compris dans les indices MSCI Emerging Markets et MSCI Frontier Markets, sauf la Russie. **Par « société située dans un pays émergent d'Europe »**, on entend une société dont le siège se trouve dans un pays émergent d'Europe, qui a un intérêt commercial important dans un ou plusieurs pays émergents d'Europe ou qui est inscrite à la cote d'un marché réglementé dans un pays émergent d'Europe. **On parle d'« intérêt commercial important »** lorsque plus de 40 % du chiffre d'affaires, des coûts de base, des collaborateurs, du bénéfice d'exploitation ou du résultat net de la société en question proviennent d'un ou de plusieurs pays émergents d'Europe.

Les actions pourront également prendre la forme de parts, de droits négociables similaires, de certificats de dépôt négociables, d'instruments financiers dont le rendement est lié à une action, de droits de souscription ainsi que d'autres droits autorisant l'acquisition d'actions. **Outre des actions, jusqu'à 40 % de l'actif net du Fonds pourra être investi dans d'autres titres** (y compris des parts d'autres fonds de placement), instruments dérivés ou dépôts d'établissements de crédit.

Il n'existe aucune restriction quant au type d'émetteurs lors de l'investissement des actifs du Fonds. La Société de Gestion n'adopte aucune approche sectorielle lorsqu'elle place les

actifs du Fonds. La répartition précise des investissements du Fonds selon les classes d'actifs, les types d'émetteurs, les régions et les secteurs sera déterminée par la Société de Gestion dans le cadre de ses fonctions de gestion d'investissements.

Transactions sur instruments dérivés

Les actifs du Fonds pourront être investis dans des instruments dérivés à des fins de couverture de risque et pour atteindre les objectifs du Fonds. L'exposition totale du Fonds à des instruments dérivés ne pourra pas dépasser la valeur liquidative totale du Fonds. Selon la Société de Gestion, l'investissement dans des instruments dérivés n'augmentera pas de manière substantielle le niveau de risque du Fonds, en raison de l'utilisation principale de ces instruments à des fins de couverture de risque. **Pour ce qui est des investissements dans des instruments dérivés, le Fonds n'adoptera pas de positions courtes, sauf s'il s'agit d'opérations sur devises.** Des informations détaillées sur les actifs sous-jacents autorisés pour les dérivés figurent dans le Règlement.

Autres transactions autorisées

La Société de Gestion peut, pour le compte du Fonds, garantir des émissions de titres, emprunter, conclure des contrats de mise ou de prise en pension et effectuer d'autres transactions d'emprunt et de prêt de titres. Elle peut également opérer des transactions sur dérivés dans le respect des limites énoncées dans la législation applicable. Le Fonds pourra emprunter et contracter ces engagements jusqu'à 10 % de son actif net. L'échéance des prêts et des autres engagements contractés pour le compte du Fonds ne pourra pas dépasser trois mois. Il est interdit d'octroyer des prêts pour le compte du Fonds.

Diversification des investissements

La valeur des titres émis par un seul émetteur n'excédera pas 10 % de la valeur de marché de l'actif net du Fonds. La somme de tous les titres des émetteurs dans lesquels le Fonds investit, pour chacun d'entre eux, plus de 5 % de sa valeur liquidative ne pourra pas excéder 40 % de la valeur liquidative du Fonds. La valeur totale des titres émis par des émetteurs appartenant à un même groupe ne pourra pas dépasser 20 % de la valeur de marché de l'actif net du Fonds.

Le Fonds pourra investir jusqu'à 10 % de sa valeur liquidative dans des actions et des parts d'autres fonds de placement, à l'exception des fonds de placement de type fermé. En effet, les investissements dans les fonds de placement de type fermé sont soumis aux restrictions applicables aux investissements dans des valeurs mobilières, sous réserve des limites prévues par la législation applicable.

Vous trouverez de plus amples informations sur la politique et les restrictions en matière d'investissement dans le Règlement.

Bref aperçu des techniques d'investissement et de gestion des risques

La Société de Gestion du Fonds applique une stratégie d'investissement **orientée sur la valeur** et **priviliégiant la sélection des titres**, sur la base d'un **examen des sociétés et**

d'analyses sectorielles et macroéconomiques. L'analyse des sociétés comporte **une sélection quantitative, une analyse qualitative et des travaux d'évaluation.** La première étape, la phase quantitative, consiste à analyser le niveau de liquidités de la société et ses états financiers de base. Si la société est conforme à nos critères, nous rencontrons les membres de la direction pour l'étape suivante, l'analyse qualitative. Durant cet entretien, nous étudions notamment le modèle d'affaires de la société, sa stratégie, ses perspectives de croissance, son niveau de transparence, sa politique en matière de dividendes ainsi que sa conformité aux Principes pour l'investissement responsable de l'ONU. Si la société est retenue à l'issue de cette étape, la Société de Gestion du Fonds élabore un modèle financier lui correspondant et détermine son prix-cible. **Les sociétés présentant un fort potentiel de hausse par rapport au prix-cible (ajusté au niveau des liquidités, à la transparence, à la cyclicité du modèle d'affaires et à d'autres paramètres de risques) font l'objet d'un investissement.**

L'analyse des liquidités du portefeuille ainsi que la diversification selon les secteurs, les pays, les devises et les instruments constituent le principal outil de gestion des risques. Par ailleurs, la Société de Gestion peut avoir recours aux instruments dérivés à des fins de couverture ou prendre une exposition directionnelle aux devises. Elle suit activement les résultats financiers des sociétés du portefeuille et des sociétés cibles et effectue des modifications pertinentes du portefeuille du Fonds en fonction du potentiel de hausse des sociétés par rapport aux prix cibles ainsi que sur son opinion sur les tendances macroéconomiques.

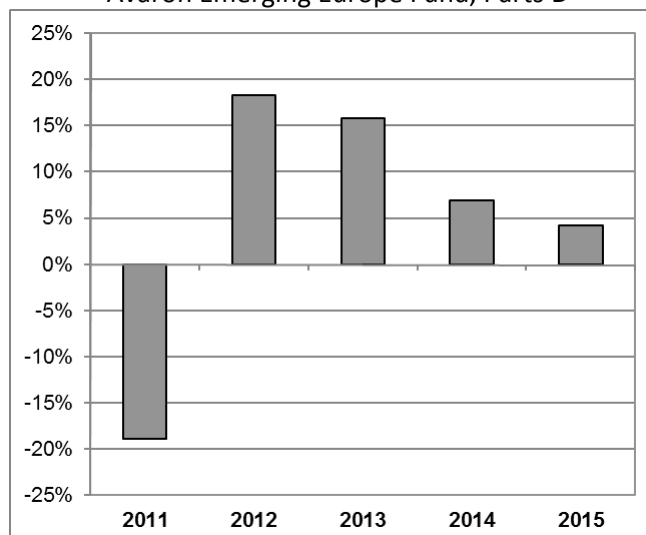
Le fait que la Société de Gestion vise une croissance du capital à long terme ne signifie pas que tous les investissements du Fonds sont systématiquement effectués sur le long terme. L'univers d'investissement du Fonds comprend des économies émergentes et dynamiques dotées de marchés actions extrêmement volatils. Dans le cas où le cours de l'action d'une société dépasse son prix-cible, la Société de Gestion liquidera sa position, quel que soit l'horizon d'investissement visé.

La Société de Gestion a établi des procédures pour la gestion des risques internes en vue d'identifier, de surveiller, de mesurer et de couvrir les risques associés aux investissements du Fonds. Elle vérifie en outre régulièrement que le Fonds respecte ses restrictions d'investissement.

Si le portefeuille du Fonds est en violation des restrictions ou des principes de diversification en raison de la fluctuation des cours des actions ou d'autres circonstances, la Société de Gestion est habilitée à prendre des mesures immédiates afin de remédier au manquement.

PERFORMANCE PASSÉE DU FONDS

Avaron Emerging Europe Fund, Parts D*



* La performance passée ne saurait garantir ou présager les résultats futurs.

RISQUES

AVERTISSEMENT GÉNÉRAL EN MATIÈRE DE RISQUES

Investir dans le Fonds implique plusieurs risques pouvant affecter le rendement des investissements. **Les activités du Fonds peuvent être rentables ou non. Il n'existe aucune garantie que les Porteurs de Parts récupéreront les montants initialement investis dans le Fonds ou que ces derniers s'apprécieront. Au cas où les risques se matérialiseraient, il est possible que l'investisseur perde une part importante de son investissement dans le Fonds.** En raison de la politique d'investissement du Fonds, la valeur liquidative d'une Part peut être fortement volatile. La performance passée du Fonds ne saurait garantir ou présager les résultats futurs.

AVERTISSEMENT EN MATIÈRE DE RISQUES ASSOCIÉS AUX MARCHÉS ÉMERGENTS

Les actifs du Fonds sont intégralement investis dans des instruments financiers de pays émergents d'Europe. L'infrastructure législative, politique et économique des pays émergents n'est pas à un stade de développement très avancé. Ces pays sont donc plus susceptibles de connaître des phases d'instabilité sociale, économique ou politique. Investir dans les pays émergents d'Europe implique de ce fait des risques plus importants que sur des marchés développés. Les investisseurs du Fonds doivent accepter le fait que les développements positifs et la réussite des réformes entreprises par certains pays ne se reproduisent pas nécessairement dans d'autres pays. La capitalisation des marchés des pays émergents d'Europe est en outre relativement limitée, ces marchés étant souvent volatils et peu liquides. Les taux de change des devises des pays de l'univers d'investissement peuvent varier fortement par rapport à la devise de référence du Fonds, et cela peut avoir un impact conséquent sur la valeur liquidative des parts. La Société de Gestion ne couvre généralement pas les risques de change. Les pays peuvent imposer des

restrictions sur les flux de capitaux et les exportations de devises. Ceci est susceptible d'engendrer des difficultés pour le Fonds à procéder à des ventes et peut entraver la possibilité pour le Fonds d'accepter des rachats de Parts de manière régulière. La surveillance financière par les autorités peut ne pas être efficiente dans les pays de l'univers d'investissement. Il est possible que les standards de comptabilité, d'audit et de reporting couramment acceptés dans les pays émergents d'Europe ne soient pas l'équivalent des standards communément acceptés dans les pays développés. Il se peut que les systèmes de règlement et d'enregistrement des titres ainsi que les réglementations et les autorités de surveillance des systèmes de règlement, des agents enregistreurs et des dépositaires ne soient pas aux standards des marchés développés.

NIVEAU DE RISQUE DU FONDS

Les actifs du Fonds seront intégralement investis dans des instruments financiers de pays émergents. La plupart des actifs du Fonds sont composés d'actions. Le Fonds est par conséquent considéré comme un produit d'investissement à haut risque.

PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Fonds convient aux investisseurs dotés d'une tolérance au risque élevée recherchant l'appréciation à long terme du capital via des investissements sur les marchés actions des pays émergents d'Europe. Les investisseurs doivent accepter le fait qu'il n'existe aucune garantie que les capitaux investis dans le Fonds seront préservés ni qu'ils s'apprécieront. **L'horizon d'investissement recommandé s'étend de cinq à dix ans. Les investisseurs devraient être à même – et leur situation financière devrait permettre – de tolérer une volatilité importante de la valeur liquidative des Parts durant cette période.** Les investisseurs devraient disposer d'une expérience préalable en matière d'investissement dans ces produits ou de connaissances relatives au fonctionnement des marchés financiers.

Puisqu'il investit dans des actions régionales sur les marchés émergents, le Fonds convient comme élément d'un portefeuille diversifié. Il est demandé à chaque investisseur d'évaluer, de manière indépendante, les risques associés à un investissement dans le Fonds et les conséquences possibles en découlant, grâce à son expérience et à ses connaissances dans le domaine, à sa situation économique et financière ainsi qu'à la durée et aux objectifs d'investissement. La Société de Gestion recommande aux investisseurs potentiels de consulter un professionnel de l'investissement avant de prendre la décision d'investir.

APERÇU DES FACTEURS DE RISQUE MAJEURS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

Investir dans le Fonds comporte divers risques, qui peuvent avoir un impact négatif sur les résultats de l'investissement. Les risques pouvant influencer sur le rendement de l'investissement dans le Fonds sont énumérés ci-après. Les points qui nous semblent importants sont énoncés pour chacune de ces catégories de risques. Un investissement dans le Fonds implique aussi d'autres risques qui sont décrits dans

d'autres sections du Prospectus ou qui n'y sont tout simplement pas explicitement mentionnés. Par conséquent, la liste ci-après n'est pas exhaustive. **Les risques d'investissement seront assumés par le Porteur de Parts.** Avant d'investir sur les marchés des pays émergents d'Europe, l'investisseur doit considérer le fait qu'il est plus probable que les facteurs de risques énumérés ci-dessous se matérialisent sur ces marchés que lors d'un investissement sur les marchés développés.

En tenant compte des objectifs et de la politique d'investissement du Fonds, les risques les plus significatifs et qui sont les plus susceptibles d'avoir un impact sur la valorisation des actifs du Fonds comprennent les risques de marché, les risques associés au prix d'émission, les risques de liquidité, les risques de change, les risques politiques et les risques de concentration au sein d'une même classe d'actif ou d'un même marché. Outre ces risques, d'autres types de risque sont associés à un placement dans le Fonds :

Risque associé aux indices – la Société de Gestion ne cherche pas à reproduire les indices des pays émergents d'Europe. Elle adopte plutôt un mode d'investissement orienté sur la valeur et procède à une sélection des titres rigoureuse en investissant les actifs du Fonds dans des sociétés présentant un très fort potentiel de hausse par rapport au prix-cible. Par conséquent, il se peut que le rendement du Fonds diffère sensiblement de celui des indices des pays émergents d'Europe.

Risque politique – risque que des tendances ou des événements (politiques) défavorables (p. ex. des changements liés à l'économie politique ou au contexte juridique, des nationalisations, des émeutes, des guerres) surviennent dans un pays où les actifs du Fonds ont été investis et affectent la stabilité politique ou économique du pays, ou son développement futur, entraînant la perte des investissements du Fonds dans ce pays ou diminuant la valeur de ceux-ci.

Risque de marché – risque d'essuyer des pertes en raison des fluctuations défavorables des prix sur un marché en valeurs mobilières spécifique ou sur un marché d'autres actifs. Les fluctuations défavorables des prix peuvent survenir en raison des mauvaises données macroéconomiques relatives à un pays, des résultats médiocres d'un secteur spécifique, de l'instabilité d'un marché en valeurs mobilières, du comportement et de la psychologie des investisseurs, etc. La Société de Gestion gère le risque de marché en diversifiant les investissements du Fonds (différents marchés, régions et secteurs).

Risque associé au prix d'émission – le risque de prix dépend fortement du risque de marché mais peut affecter un titre ou un investissement spécifique. Il s'agit du risque d'essuyer des pertes en raison des fluctuations défavorables des prix d'un titre ou d'un investissement. Le prix des titres d'un émetteur dépend des évolutions des résultats financiers de l'émetteur, des changements de l'environnement concurrentiel, des estimations et commentaires des analystes, etc. La Société de Gestion gère le risque associé au prix d'émission principalement au moyen de recherches et d'un contrôle continu de la situation de l'émetteur.

Risque de change – risque que la valeur d'un investissement libellé dans une devise étrangère varie défavorablement par rapport à la devise de référence du Fonds en raison de la fluctuation des taux de change. Afin de protéger ses actifs contre les fluctuations défavorables des taux de change, le Fonds peut, en tant que de besoin, effectuer des opérations de couverture de change par le biais d'opérations de change au comptant ou de dérivés sur devises. De telles opérations peuvent toutefois réduire le potentiel de plus-values en cas de fluctuations favorables des taux de change.

Risque de crédit – risque que l'émetteur des titres dans lesquels le Fonds a investi ou la contrepartie à une transaction sur titres conclue par le Fonds n'honorent pas leurs obligations (intégralement ou partiellement) ou qu'une contrepartie à une transaction ne procède pas à la livraison des titres ou ne verse pas les liquidités au moment du règlement, occasionnant ainsi des dommages au Fonds.

Afin de réduire le risque de crédit, le Fonds investit dans différents émetteurs (diversification) qui auront au préalable fait l'objet de recherches et qui seront soumis à des contrôles rigoureux pendant toute la durée de l'investissement.

Risque de taux d'intérêt – le risque que les taux d'intérêt, les courbes de rendement ou la volatilité des taux d'intérêt évoluent défavorablement pour le Fonds.

Risque de liquidité – risque qu'un instrument financier ne puisse pas être vendu en raison de faibles liquidités ou d'un manque de liquidités au moment voulu ou à un prix raisonnable, ou parce qu'il est impossible de vendre l'actif. Le risque de liquidité concerne en particulier les investissements dans des sociétés à petites capitalisations et dans des instruments qui ne sont pas négociés sur un marché en valeurs mobilières réglementé. Afin de réduire le risque de liquidité, le Fonds investit dans différents émetteurs et régions. Le risque de liquidité du Fonds est fortement corrélé aux actions des investisseurs. En effet, un nombre important de demandes de rachat et de conversion peut créer une situation où le Fonds est dans l'obligation de vendre des positions qu'il aurait autrement maintenues ou de suspendre les rachats de Parts pour une période donnée.

Risques de concentration au sein d'une même classe d'actifs ou d'un même marché – risque qu'un événement ou une circonstance particuliers aient des répercussions profondes sur le rendement du Fonds en raison de la concentration des investissements du Fonds sur un marché ou un petit nombre de marchés, dans une classe d'actifs particulière ou auprès d'un petit nombre d'émetteurs.

Risque lié à un investissement dans des sociétés de petite capitalisation – le Fonds peut investir dans des sociétés de petite et de moyenne capitalisation dont les cours sont très volatils. Les titres de ces sociétés peuvent être moins liquides et plus influencés par les changements économiques que ceux des sociétés de grande capitalisation. Les sociétés de petite capitalisation sont confrontées à des risques plus élevés en

raison de leurs équipes de direction réduites, de leurs ressources moins importantes et du manque d'information du grand public à leur égard. En outre, l'écart acheteur-vendeur de ces sociétés est sensiblement plus élevé que celui des sociétés de grande capitalisation.

Risques associés à un investissement dans des fonds de placement – S'il investit ses actifs dans des fonds de placement qui investissent à leur tour leurs actifs dans d'autres fonds (fonds de fonds), le Fonds doit s'acquitter des commissions de gestion correspondantes et d'autres frais. Il y a donc un risque que ces commissions et frais dépassent ceux que le Fonds aurait payés s'il avait directement investi dans les instruments en question. De plus, la Société de Gestion n'est pas toujours en mesure de surveiller étroitement les activités des fonds de placement dans lesquels le Fonds a investi. En effet, ces fonds de placement peuvent recourir à des stratégies d'investissement dont la Société de Gestion n'a pas entièrement connaissance ou qui présentent, dans certaines situations de marché, des risques que la Société de Gestion n'avait pas prévus. Enfin, un investissement dans d'autres fonds de placement présente un risque en lien avec la valorisation des actifs, car la Société de Gestion peut se retrouver dans l'incapacité de surveiller la valorisation de chaque position ayant une incidence sur la valeur liquidative du fonds de placement concerné.

Risque juridique – le risque que le Fonds essuie des pertes ou que des pénalités soient imposées au Fonds en raison du fait que la Société de Gestion ne dispose pas de connaissances suffisantes relatives à la législation et aux obligations prévues par la loi appliquées dans les pays où le Fonds détient des investissements. Par ailleurs, des amendements à la législation après la création des investissements pourraient entraîner des restrictions sur les activités du Fonds ou engendrer des obligations pour le Fonds.

Risque associé aux systèmes de règlement – le risque que la non-performance des dépositaires de titres, des bourses, des marchés, des chambres de compensation ou d'autres contreparties puissent causer des pertes pour le Fonds en raison de transactions inabouties, de règlements différés, d'erreurs dans l'enregistrement des transactions, etc. Pour gérer le risque associé aux systèmes de règlement, le Fonds conclut des transactions uniquement sur des marchés réglementés et par le biais de courtiers approuvés par le Conseil de gestion.

Risque fiscal – le Fonds peut être assujéti à un impôt sur ses bénéfices ainsi qu'à des retenues à la source sur les revenus en République d'Estonie ou dans tout autre pays où ses actifs ont été investis.

Risque associé au Dépositaire – risque que le Fonds essuie des pertes dues à des actions, à des omissions ou à la faillite du Dépositaire, des sous-dépositaires ou des dépositaires locaux. De telles pertes peuvent résulter de la faillite d'une personne détenant des titres, de la perte de titres par une personne ou

de l'incapacité d'une personne à satisfaire aux demandes. Pour gérer au mieux ce risque, il est important de choisir soigneusement le Dépositaire et de surveiller régulièrement ses activités en lien avec les services fournis au Fonds.

Risque associé à l'évaluation des actifs du Fonds – les actifs du Fonds peuvent être investis dans des titres dotés d'une faible liquidité et dans des titres n'étant pas négociés sur des marchés réglementés. Dans ce cas, il est possible qu'aucune valeur de marché fiable ne soit disponible. La détermination de la juste valeur de ces actifs pourra se révéler complexe et dépendra des évaluations de la Société de Gestion. Le prix de ces instruments financiers utilisé pour le calcul de la valeur liquidative peut différer de manière substantielle du prix de transaction de marché obtenu ultérieurement, pouvant entraîner un ajustement à la baisse important du prix des instruments financiers ainsi qu'une modification substantielle de la valeur liquidative du Fonds.

Risque associé à l'Agent Enregistreur – risque d'essuyer des pertes en raison d'actions ou d'omissions de l'Agent Enregistreur des Parts (p. ex. en raison de transactions inabouties découlant d'une erreur technique, d'un règlement différé, d'une transaction erronée, de la communication non autorisée d'une information confidentielle, etc.).

Risque associé aux conflits d'intérêt – étant donné que la Société de Gestion gère d'autres fonds et portefeuilles que le Fonds, des conflits d'intérêt peuvent survenir à certains moments. La Société de Gestion a adopté des règles et des politiques internes afin d'éviter efficacement les éventuels conflits d'intérêt et/ou de les gérer de manière appropriée ; elle veillera à se conformer à ces règles, politiques et procédures.

Risque liés aux frais du Fonds – qu'il enregistre une performance positive ou négative, le Fonds doit s'acquitter des commissions et des frais liés à sa gestion. Ces commissions et frais ont une incidence sur sa performance. La Société de Gestion a fixé des limites pour les commissions et frais payés par le Fonds afin de protéger les intérêts des Porteurs de Parts. La commission de gestion se compose d'un taux fixe et d'une commission de performance. Elle est donc en partie corrélée à la performance des investissements du Fonds. De cette manière, les intérêts de la Société de Gestion vont dans le même sens que ceux des Porteurs de Parts.

Risque lié aux collaborateurs clés – la performance du Fonds dépend des actions et de l'expérience des gestionnaires d'investissement et des autres collaborateurs clés. Le départ de collaborateurs clés peut avoir une incidence négative sur la Société de Gestion. La Société de Gestion s'efforce de garantir à ses gestionnaires et à ses collaborateurs des conditions de travail attrayantes et motivantes. Les gestionnaires d'investissement sont les détenteurs indirects de la Société de Gestion ; leur rémunération dépend donc directement de la performance et du rendement de celle-ci. Le régime de rémunération d'autres collaborateurs clés est aussi lié à la

performance de la Société de Gestion, dans le respect des limites prévues par les lois applicables.

Si les risques susmentionnés se concrétisent, la rentabilité du Fonds et le prix des Parts peuvent en être fortement affectés. Outre les risques d'investissement habituels, les investisseurs doivent être conscients du fait que des changements peuvent survenir à la direction du Fonds. De tels changements pourraient avoir d'importantes conséquences sur un placement dans le Fonds. Le remboursement des Parts pourrait par exemple être suspendu sur la base des termes et conditions énoncés dans le Règlement et dans la législation. Le Fonds pourrait également être réorganisé, fusionné avec un autre fonds d'investissement ou liquidé. De même, les frais et dépenses à la charge du Fonds ou du Porteur de Parts pourraient être modifiés, le Règlement pourrait être amendé de manière substantielle, etc. Il est possible que certains des événements susmentionnés surviennent sans préavis aux Porteurs de Parts. Enfin, la Société de Gestion ne peut pas garantir une bonne performance pour le Fonds et la valeur des Parts peut en tout temps fluctuer à la hausse comme à la baisse.

RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Les actifs du Fonds peuvent être investis dans des instruments dérivés à des fins de couverture de risques et pour atteindre les objectifs du Fonds. La valeur de marché d'un instrument dérivé dépend du prix ou de la valeur d'un autre actif sous-jacent (p. ex. une part, un indice boursier, un taux de change). L'utilisation des instruments dérivés implique le recours à un effet de levier, technique par laquelle une moindre modification du prix d'un actif sous-jacent peut entraîner une modification importante du prix de l'instrument dérivé. Par conséquent, un investissement dans des instruments dérivés peut engendrer des profits ou des pertes relativement plus conséquents (risque plus élevé) qu'un investissement similaire dans les actifs sous-jacents. Dans le cas de certains instruments dérivés, la perte potentielle est plus importante que l'investissement initial effectué. Étant donné que la valeur de l'instrument dérivé dépend du prix de l'actif sous-jacent, l'instrument dérivé est exposé aux mêmes risques que le sous-jacent. En outre, le risque de contrepartie, le risque de taux d'intérêt ainsi que les fluctuations de la volatilité de l'actif sous-jacent affectent la valeur du dérivé. Enfin, des modèles d'évaluation complexes sont souvent utilisés afin de déterminer la valeur du dérivé. Par conséquent, investir dans les dérivés peut également impliquer un risque d'évaluation.

RISQUES ASSOCIÉS AUX TITRES NON NÉGOCIÉS SUR DES MARCHÉS RÉGLEMENTÉS

Il se peut qu'une partie des actifs du Fonds soit investie dans des titres n'étant pas négociés sur des marchés réglementés. Outre les risques d'investissement standard, de tels investissements comportent des risques de liquidité et des risques d'évaluation plus importants.

PARTS DU FONDS

PARTS

Les actifs du Fonds appartiennent conjointement aux Porteurs de Parts. Une Part représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Elle constitue un titre enregistré électroniquement qui représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Le Fonds compte cinq classes de Parts :

- Avaron Emerging Europe Fund A, valeur nominale EUR 6,39, lancement le 23 avril 2007 (ci-après les « Parts A »)
- Avaron Emerging Europe Fund B, valeur nominale EUR 6,39, lancement le 23 avril 2007 (ci-après les « Parts B »)
- Avaron Emerging Europe Fund C, valeur nominale EUR 10, lancement le 8 septembre 2009 (ci-après les « Parts C »)
- Avaron Emerging Europe Fund D, valeur nominale EUR 10, lancement le 27 septembre 2010 (ci-après les « Parts D »)
- Avaron Emerging Europe Fund E, valeur nominale EUR 10, lancement le 25 octobre 2010 (ci-après les « Parts E »).

DROITS ASSOCIÉS AUX PARTS

Les droits de propriété d'une Part ainsi que les droits et obligations d'un Porteur de Parts et de la Société de Gestion associés à une Part entrent en vigueur et prennent fin lorsque l'entrée correspondante est effectuée dans le Registre des Parts.

Une Part n'octroie pas le droit au Porteur de Parts de prendre des décisions relatives aux transactions effectuées pour le compte du Fonds. Aucun Porteur de Parts n'est habilité à demander la dissolution du Fonds. **Un Porteur de Parts détient les droits suivants** : demander à la Société de Gestion de racheter les Parts qu'il détient conformément aux dispositions prévues dans le Règlement et à la législation applicable ; **transférer à des tiers les Parts qu'il détient sans en notifier la Société de Gestion au préalable** ; recevoir, conformément au Règlement, une part des actifs restant après la liquidation du Fonds et de tout dividende payé par le Fonds, proportionnellement au nombre de Parts et à la classe des Parts détenues ; consulter, au siège social de la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel du Fonds, le Prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur et tout autre document ou toute autre information concernant les activités du Fonds, de la Société de Gestion et du Dépositaire, tel que prévu par la législation ; demander un extrait du Registre des Parts certifiant la propriété des Parts détenues ; réaliser d'autres actes prescrits par la législation ou par le Règlement.

OBLIGATIONS ASSOCIÉES AUX PARTS ET LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ DES PORTEURS DE PARTS

Un Porteur de Parts doit exercer les droits associés à une Part en bonne foi et conformément à la législation et au Règlement. L'exercice des droits d'un Porteur de Parts ne causera pas de dommages aux autres Porteurs de Parts, à la Société de

Gestion, au Dépositaire ou à tout tiers. **Un Porteur de Parts ne répond personnellement ni des obligations du Fonds assumées par la Société de Gestion, ni de l'exécution des obligations que la Société de Gestion a le droit d'exiger du Fonds, conformément au Règlement.** La responsabilité d'un Porteur de Parts à l'égard de l'accomplissement de ces obligations est limitée à sa participation aux actifs du Fonds. La Société de Gestion n'assumera pas d'obligations pour le compte des Porteurs de Parts. Un Porteur de Parts peut régler toute plainte adressée contre lui sur la base des Parts qu'il détient, et non pas sur la base des actifs du Fonds.

En termes de gouvernance, la structure du Fonds ne prévoit aucune assemblée générale des Porteurs de Parts, ce qui signifie qu'une Part ne donne aucun droit de vote à son détenteur et que les Porteurs de Parts ne sont pas habilités à prendre des décisions sur la gestion du Fonds par le biais d'une assemblée générale.

IMPOSITION

Selon la législation estonienne, le Fonds n'a pas de personnalité juridique et ne paie donc pas d'impôts en Estonie. Toutefois, selon le système fiscal des pays dans lesquels les actifs du Fonds sont investis, ce dernier peut être assujéti à l'impôt dans ces pays.

Si le Porteur de Parts a une personnalité juridique, les gains découlant des Parts peut être imposable. **La Société de Gestion ne pratique aucune retenue d'impôts pour les gains découlant des Parts. La déclaration de tels gains pour une période fiscale constitue une obligation pour le Porteur de Parts.** Le régime fiscal applicable à un investisseur peut dépendre de son lieu de résidence d'un point de vue fiscal, du cadre juridique et d'autres circonstances. Il est recommandé aux investisseurs de consulter un conseiller fiscal professionnel qui les informera s'ils sont assujettis ou non à des impôts.

VALEUR LIQUIDATIVE DES PARTS ET TRANSACTIONS SUR LES PARTS

VALEURS LIQUIDATIVES DU FONDS ET DES PARTS

Les valeurs liquidatives du Fonds et des Parts sont déterminées par les revenus ou les pertes découlant des activités du Fonds. **Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux Porteurs de Parts mais réinvestis. Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des Porteurs de Parts.**

La valeur liquidative du Fonds est calculée de la manière suivante : la valeur des passifs du Fonds est déduite de la valeur de ses actifs. La valeur des actifs du Fonds se réfère principalement à celle régnant sur le marché. Dans le cas où la valeur de marché ne peut être identifiée, la valeur des actifs du Fonds est établie sur la base d'une autre méthode déterminant la juste valeur, tel que défini dans les règles internes applicables. La valeur liquidative totale d'une classe de Parts est calculée de la manière suivante : la valeur des passifs du Fonds attribuables à ladite classe est déduite de

celle des actifs du Fonds attribuables à ladite classe, au prorata.

La valeur liquidative d'une Part est calculée en divisant la valeur liquidative totale d'une classe de Parts par le nombre de

La Société de Gestion a délégué, entre autres, les tâches relatives à l'administration des actifs du Fonds, au calcul de la valeur liquidative du Fonds ainsi que de la valeur liquidative et des prix d'émission et de rachat d'une Part et à la comptabilité du Fonds à Swedbank AS (l'« Agent Administratif »). L'Agent Administratif calculera et la Société de Gestion vérifiera et publiera la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant, au plus tard à 16h30.

Commission de performance des Parts E

La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative des Parts E excède la dernière Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La commission de performance s'élève à 15 % de l'augmentation de la valeur liquidative des Parts E au-delà de la dernière Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. La Valeur Liquidative Fixe correspond à la valeur liquidative des Parts E calculée le 30 juin le plus récent. Jusqu'au 30 juin 2011, la Valeur Liquidative Fixe équivaudra à la valeur nominale d'une Part E (EUR 10).

Parts de cette classe émises et non rachetées (ajusté par le nombre de Parts issues des demandes de souscription et de rachat non réglées qui ont été reçues par la Société de Gestion). La valeur liquidative ainsi que les prix de souscription et de rachat d'une Part seront arrondis à quatre décimales.

L'indice de référence est le MSCI EFM Central and Eastern Europe & CIS (CEEC) ex Russia. La Société de Gestion est autorisée à choisir un autre indice de référence. Dans ce cas, elle notifiera aux Porteurs de Parts, au moins un mois à l'avance, tout changement relatif à l'indice de référence sur un support pouvant être reproduit par écrit. Ladite notification sera envoyée aux adresses des Porteurs de Parts figurant dans le Registre des Parts ou à toute autre adresse que le Porteur de Parts concerné aura communiquée à la Société de Gestion. L'avis sera communiqué aux Porteurs de Parts au minimum un mois avant que le changement ne soit effectif. Si le changement est effectif tout autre jour que le 1^{er} juillet, la Société de Gestion ne sera pas autorisée à percevoir une commission de performance pour la période du 1^{er} juillet précédant le changement au 30 juin suivant le jour du changement. La commission de performance des Parts E est réévaluée chaque jour où la valeur liquidative du Fonds est calculée. Elle est fixée le 30 juin de chaque année civile et est payée au cours du mois suivant. Si des Parts sont rachetées avant la date à laquelle la commission de performance est fixée, la commission de performance encourue au titre des parts rachetées mais non encore payée devra être versée au cours du mois suivant sa fixation.

	Parts A	Parts B	Parts C	Parts D	Parts E		
Dépenses réglées par les Porteurs de Parts							
Frais de souscription	Aucun	Aucun	Aucun	2,0 %	Aucun		
Frais de rachat	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun		
Frais et dépenses réglés par le Fonds							
Frais de gestion	1,75 %	1,25 %	1,25 %	2,0 %	0,85 %		
Commission de performance	15 % du rendement excédant 5 % p.a.	15 % du rendement excédant 8 % p.a.	10 % du rendement excédant le taux Euribor à 12 mois. Si le taux Euribor est négatif, un taux de 0 % sera appliqué.	Aucun	15 % du rendement par rapport à l'indice de référence		
Commission du Dépositaire	0,15 %-0,276 %						
Autres dépenses	Selon la liste des prix du fournisseur de services						

Tableau 1 : Frais réglés par le Fonds et les Porteurs de Parts

Autres frais et dépenses

La Société de Gestion est autorisée à réduire ou à renoncer, à son entière discrétion, aux frais de souscription. Les taux relatifs aux frais de gestion et à la commission du Dépositaire tels que mentionnés dans le tableau 1 « Frais réglés par le Fonds et les Porteurs de Parts » sont calculés comme pourcentage de la valeur de marché des actifs du Fonds. Les frais de gestion et la commission du Dépositaire sont comptabilisés quotidiennement et versés mensuellement pour le mois précédent. D'autres dépenses comprennent notamment : les dépenses relatives à la détention des actifs du Fonds et aux transactions effectuées, telles que les frais de courtage, les frais débiteurs, les frais de règlement, les frais de transaction et les coûts liés aux emprunts ; les dépenses relatives à l'audit du Fonds ; les frais d'administration du Fonds payés au fournisseur de service (lequel a notamment pour tâche de tenir la comptabilité du Fonds et de calculer la valeur liquidative) ; les dépenses relatives à la tenue du Registre des Parts, sur la base de la liste des prix de l'Agent Enregistreur (y compris les frais de l'Agent Enregistreur relatifs à la réception et au traitement des demandes de souscription et de rachat des Parts) ; les dépenses relatives à la préparation, à l'impression, à la traduction et à la distribution du Règlement, du Prospectus et de tout autre document du Fonds ; les frais, coûts et dépenses imposés par les autorités publiques en lien avec l'enregistrement du Règlement et du Prospectus, avec la distribution des Parts du Fonds ou avec d'autres opérations au titre du Fonds ; les frais de surveillance relatifs à l'enregistrement du Fonds et à la distribution de ses Parts à l'étranger. Le total des dépenses et des frais dus pour le compte du Fonds ne pourra pas dépasser 5 % de la valeur liquidative moyenne pondérée du Fonds (moyenne annuelle pondérée).

TRANSACTIONS SUR LES PARTS

L'émission, le rachat et la conversion de Parts sont coordonnés par Swedbank AS (ci-après l'« Agent de Transfert »). Afin d'effectuer des transactions sur les Parts, l'investisseur disposera d'un compte-titres et d'un compte de trésorerie associé auprès de Swedbank AS ou, sous réserve de l'approbation de la Société de Gestion, d'un compte de registre pour investisseurs institutionnels auprès de Swedbank AS.

L'investisseur peut ouvrir un compte distinct en son nom ou convenir avec un tiers (p. ex. le distributeur des Parts) de la conservation des Parts sur un compte nominatif ouvert au nom de ce tiers. Si les Parts sont conservées sur un compte nominatif, le titulaire dudit compte soumettra les demandes de transaction sur ce même compte. Les transferts de titres et les paiements en liquidités seront effectués sur le compte nominatif et sur le compte de trésorerie du titulaire du compte nominatif. Les transferts et les paiements sur le compte de l'investisseur seront exécutés par le titulaire du compte nominatif selon ce qui a été convenu avec l'investisseur..

Les Parts ne seront émises qu'après leur paiement. Seuls des paiements en euros seront acceptés au titre du rachat de Parts. Les Parts sont émises, rachetées et peuvent être

converties chaque jour ouvré. La date de réception d'une demande de transaction sur une Part sera appelée ci-après le « **Jour de transaction** ».

Si, un quelconque Jour de transaction, un seul Porteur de Parts soumet une ou des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent au total en un rachat de plus de 5 % de la valeur liquidative du Fonds, la Société de Gestion aura le droit (mais ne sera pas obligée) de scinder les demandes de rachat et/ou de conversion et de recourir à des procédures particulières pour fixer le Jour de transaction desdites demandes : (i) jusqu'à 5 % de la valeur liquidative du Fonds, les dispositions générales s'appliquent ; (ii) entre 5 % et 10 % de la valeur liquidative du Fonds, le Jour de transaction sera le jour ouvré suivant la date en question ; (iii) si le volume total des demandes dépasse 10 % de la valeur liquidative du Fonds, le Jour de transaction sera le jour ouvré suivant la date du point (ii).

Si, un quelconque Jour de transaction, plusieurs Porteurs de Parts soumettent des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent en un rachat de plus de 5 % de la valeur liquidative du Fonds et que, selon la Société de Gestion, il n'est pas nécessaire de suspendre le rachat de Parts, la Société de Gestion aura le droit de reporter la date de paiement de ces demandes de rachat et/ou de conversion jusqu'à 10 jours ouvrés. Le paiement des demandes reportées sera effectué selon leur ordre de réception. Le report de la date de paiement des demandes n'a aucune incidence sur le règlement des demandes de rachat et/ou de conversion reçues les jours suivants, à moins que les conditions de report énoncées ci-avant ne soient remplies pour ces demandes-là également. La Société de Gestion informera les Porteurs de Parts concernés par le report de la date de paiement et publiera sur son Site Internet un avis à ce propos.

Un Porteur de Parts n'est pas en droit d'exiger une amende, une sanction, des indemnités ou d'utiliser toute autre voie de recours et la Société de Gestion ne sera tenue responsable d'aucun dommage pouvant survenir en raison du fractionnement des demandes ou du report du Jour de transaction ou de la date de paiement des demandes, tels que décrits ci-avant.

Lorsqu'il soumet une demande de souscription, l'investisseur confirme avoir pris connaissance du Règlement et l'accepter, et agira conformément au Règlement. L'investisseur n'est pas autorisé à révoquer ou à modifier une demande de souscription, de rachat ou de conversion après l'avoir soumise. L'investisseur ayant soumis une demande de souscription, de rachat ou de conversion devra s'assurer que les conditions nécessaires au règlement de la transaction sont réunies dans les temps. Après avoir souscrit une Part, l'investisseur devra verser le montant de souscription sur le compte de trésorerie du Fonds dans le délai imparti. En cas de défaut de paiement, la Société de Gestion peut utiliser toute voie de recours dont elle dispose (ce qui comprend le retrait de la transaction et la

possibilité d'exiger la réparation des dommages causés par le Porteur de Parts au Fonds et aux autres Porteurs de Parts).

Le Porteur de Parts s'acquittera des frais de souscription et de toute autre dépense en lien avec la souscription et le rachat de Parts.

DÉLAI RELATIF À LA SOUMISSION DES DEMANDES

Une demande de transaction est considérée comme ayant été soumise un Jour de transaction donné si l'Agent de Transfert l'a reçue ledit Jour de transaction avant 11h00². Les demandes de transaction reçues par l'Agent de Transfert après ce délai sont considérées comme ayant été reçues le Jour de transaction suivant.

PRIX D'ÉMISSION ET DE RACHAT

Le prix d'émission d'une Part équivaut à la valeur liquidative de la Part telle que calculée le jour ouvré suivant le Jour de transaction, majoré des frais de souscription le cas échéant.

Le prix de rachat d'une Part équivaut à la valeur liquidative de la Part telle que calculée le jour ouvré suivant le Jour de transaction.

SOUSCRIPTION DE PARTS

Les Parts des classes A et B seront émises uniquement aux investisseurs détenant des Parts des classes respectives au 30 mai 2009 à minuit (investisseurs existants). Les nouveaux investisseurs ne peuvent souscrire les Parts A et B. Les montants de souscription initiaux minimum sont les suivants :

- Parts C : EUR 125 000
- Parts E : EUR 1 000 000

La Société de Gestion est en droit de réduire, à son entière discrétion, les montants de souscription initiale minimaux des Parts C et E. Il n'existe aucun montant minimum de souscription pour les Parts A, B et D. **Afin de souscrire une Part, l'investisseur soumettra une demande de souscription à l'Agent de Transfert Swedbank AS.** Les Parts (y compris les fractions de Parts) ne seront émises qu'après versement, à la date de règlement, du montant correspondant au nombre de Parts émises et à la valeur liquidative par Part sur le compte de trésorerie du Fonds. **La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.**

En soumettant une demande de souscription, l'investisseur accepte le fait que la Société de Gestion et l'Agent Enregistreur traitent ses données personnelles afin que ces derniers s'acquittent de leurs obligations légales et qu'ils développent leurs relations clientèle.

La Société de Gestion est habilitée à refuser l'exécution d'une demande de souscription, si elle l'estime nécessaire afin de protéger les intérêts des investisseurs existants du Fonds.

RACHAT DE PARTS

Afin de demander le rachat d'une Part, l'investisseur soumettra une demande de rachat à l'Agent de Transfert. Lors du rachat des Parts, un paiement correspondant au nombre de Parts rachetées et au prix de rachat sera débité des actifs du Fonds et porté au compte de trésorerie du Porteur de Parts. **La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.**

Les Parts rachetées seront rayées du Registre le jour du paiement du montant de rachat (la date de règlement), et les droits et obligations associés aux Parts seront échus. Le délai relatif au paiement du montant de rachat ne comprend pas le temps nécessaire à l'exécution du transfert par la banque bénéficiaire de l'investisseur.

NB! SUSPENSION DES TRANSACTIONS

La Société de Gestion peut suspendre le rachat des Parts selon les conditions et procédures prévues par la législation. Le rachat des Parts peut être suspendu pour une durée allant jusqu'à trois mois : si le Fonds ne dispose pas d'assez de liquidités sur ses comptes pour verser les produits de rachats de Parts ; si les titres et les autres actifs du Fonds ne peuvent pas être vendus rapidement ; si le calcul de la valeur liquidative du Fonds subit des perturbations ; si la gestion courante du Fonds peut être affectée par les rachats ou si le paiement des produits de rachats risque de nuire considérablement aux intérêts des autres Porteurs de Parts. La Société de Gestion devra rapidement informer la Financial Supervision Authority et le Dépositaire de toute suspension du rachat des Parts, ainsi que des raisons en découlant. Elle devra publier rapidement un avis relatif à la suspension du rachat des Parts sur le Site Internet et dans un quotidien national au minimum.

CONVERSION DES PARTS

Un Porteur de Parts est autorisé à convertir des Parts du Fonds en Parts d'une autre classe du Fonds ou en parts d'un autre fonds géré par la Société de Gestion comme suit :

- Les Parts A peuvent être converties en toutes autres Parts du Fonds.
- Les Parts B peuvent être converties en Parts C, D et E.
- Les Parts C peuvent être converties en Parts D et E.
- Les Parts D peuvent être converties en Parts C et E, pour autant que l'acquisition de parts d'autres fonds de placement par le biais de conversions soit autorisée et que les conditions relatives à la souscription initiale minimale spécifiées dans le Règlement soient remplies (sauf si la Société de Gestion a décidé d'adoucir, voire de supprimer, les exigences pour certains investisseurs).

Les Parts C peuvent être acquises au moyen de transactions de conversion, pour autant que la valeur des Parts C détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts C devant être acquises

² 11h00, heure de Tallinn (HNEC+1 ou HAEC+1)

par la transaction de conversion) atteigne 125 000 EUR ou plus, à moins que la Société de Gestion n'ait décidé, à son entière discrétion, d'adoucir, voire de supprimer, ses exigences pour certains investisseurs. Les Parts E peuvent être acquises au moyen de transactions de conversion, pour autant que la valeur des Parts E détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts E devant être acquises par la transaction de conversion) atteigne 1 000 000 EUR ou plus, à moins que la Société de Gestion n'ait décidé, à son entière discrétion, d'adoucir, voire de supprimer, ses exigences pour certains investisseurs.

Procédure de conversion des Parts

Afin de convertir des Parts, le Porteur de Parts doit soumettre une demande de conversion à l'Agent de Transfert, Swedbank AS. En soumettant une demande de conversion, un investisseur confirme non seulement qu'il connaît bien et qu'il accepte le Règlement, mais aussi qu'il agira conformément à ce dernier. La Société de Gestion est habilitée à refuser l'exécution d'une demande de conversion si, à son avis, un tel refus est nécessaire pour sauvegarder les intérêts des investisseurs existants du Fonds ou pour toute autre raison pertinente.

Aucun paiement ne sera versé au Porteur de Parts pour la conversion des Parts. Les Parts seront rachetées sur la base du nombre de Parts à convertir et de leur valeur liquidative. De nouvelles Parts pourront être émises au Porteur de Parts sur la base de la valeur liquidative des Parts à acquérir. Aucuns frais de souscription ou de rachat ne seront prélevés lors de la conversion de Parts.

Le Jour de transaction pour les transactions de conversion (au titre des Parts à racheter et des Parts à émettre) correspond au jour où la demande de conversion a été reçue. Les transactions de conversion seront exécutées conformément aux dispositions générales. La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction, sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur. La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.

INFORMATIONS CONCERNANT LE FONDS

PUBLICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU FONDS

Toute personne est autorisée à consulter les informations et documents suivants auprès du siège social de la Société de Gestion et sur le Site Internet : le Règlement, les rapports annuels du Fonds des trois dernières périodes fiscales, le rapport semestriel du Fonds s'il a été approuvé après le dernier rapport annuel, le Prospectus et les documents d'informations clés pour l'investisseur, le nom et les coordonnées de la Société de Gestion et du Dépositaire, les règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et les règles internes relatives à l'exécution de transactions sur dérivés pour le compte du Fonds, ainsi que le volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds, ainsi que le volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds et les rapports annuels de la Société de Gestion des trois dernières périodes fiscales.

Les Porteurs de Parts peuvent obtenir gratuitement, sur demande, une copie du Règlement, des trois derniers rapports annuels et du dernier rapport semestriel du Fonds, du Prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur. Le Règlement sera envoyé à l'investisseur, sur demande, par courrier, e-mail ou fax.

Le rapport annuel du Fonds doit être disponible auprès du siège social de la Société de Gestion et sur le Site Internet quatre mois après la fin de la période fiscale du Fonds, et les rapports semestriels deux mois après la fin du semestre. Les autres informations et rapports sur le Fonds devant faire l'objet d'une publication seront publiés dans les trois jours suivant leur entrée en vigueur. Si des modifications ont été apportées à ces documents, ceux-ci seront également publiés dans les trois jours suivant l'entrée en vigueur desdites modifications.

La Société de Gestion devra publier chaque jour ouvré la valeur liquidative des Parts ainsi que leur prix de souscription et de rachat sur le Site Internet. S'il est évident que des circonstances particulières affectent considérablement les activités ou la situation financière des fonds de placement gérés par la Société de Gestion (y compris le Fonds) ou la valeur liquidative par Part du Fonds, les informations y afférentes seront publiées sans délai sur le Site Internet.

La Société de Gestion est autorisée à envoyer des avis et des rapports relatifs au Fonds à l'adresse postale ou électronique connue d'un Porteur de Parts.

AMENDEMENT AU RÈGLEMENT

Le Règlement, y compris les dispositions importantes relatives aux frais du Fonds ou à ses restrictions en matière d'investissement, peut être amendé à la discrétion de la Société de Gestion. Après avoir enregistré les amendements concernés auprès de la Financial Supervision Authority ou lui avoir soumis une version amendée du Règlement, la Société

de Gestion publiera sans délai un avis sur ces amendements dans au moins un quotidien national et sur son Site Internet. Si les amendements visent uniquement à refléter les changements intervenus dans la législation, ils ne feront pas l'objet d'une publication dans un quotidien national. Les amendements au Règlement entreront en vigueur au cours du mois suivant la publication de l'avis en question, sauf dispositions contraires prévues dans l'avis. Si le Règlement est amendé uniquement pour tenir compte des changements intervenus dans la législation, les amendements entreront en vigueur à la date indiquée dans l'avis publié sur le Site Internet.

LIQUIDATION DU FONDS

La liquidation du Fonds sera effectuée selon les cas et procédures prévues par la Loi sur les fonds de placement. La décision de la liquidation du Fonds reviendra au Conseil de surveillance de la Société de Gestion. Dans les cas prévus par la Loi sur les fonds de placement, le Dépositaire pourra agir en tant que liquidateur.

Suite à l'approbation de la liquidation par la Financial Supervision Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le Site Internet, un avis relatif à la liquidation du Fonds. Lors de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion vendra, dès que possible et en respectant les intérêts des Porteurs de Parts, les actifs du Fonds, encaissera les créances du Fonds et s'acquittera des dettes du Fonds. La Société de Gestion distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la classe, le nombre et la valeur liquidative des Parts détenues par chaque Porteur de Parts. La Société de Gestion publiera, dans un quotidien national au minimum et sur le Site Internet, un avis relatif à la distribution des actifs à distribuer.

SOCIÉTÉ DE GESTION, DÉPOSITAIRE, SOCIÉTÉ D'AUDIT

SOCIÉTÉ DE GESTION

Le Fonds est géré par AS Avaron Asset Management, dont le siège social est établi à Narva mnt 7D, 10117 Tallinn, Estonie. La Société de Gestion est une société ouverte à responsabilité limitée enregistrée en Estonie (acte de constitution daté du 14 septembre 2006, numéro d'inscription au registre du commerce : 11341336). La Société de Gestion est au bénéfice d'un capital social de 223 650 EUR. AS Avaron Asset Management est détenue à 100 % par OÜ Avaron Partners (numéro d'inscription au registre du commerce : 12135426).

La Société de Gestion est autorisée à exercer une activité de gestion de fonds par la Financial Supervision Authority (Résolution n°119 du 28 décembre 2006), laquelle régit ses activités. Elle gère le fonds Avaron Emerging Europe Fund. Les membres du Conseil de surveillance de la Société de Gestion sont Priit Sander (membre indépendant), Peter Priisalm et Maris Viire. Quant au Conseil de gestion de la Société de Gestion, ses membres sont Kristel Kivinurm-Priisalm et Valdur Jaht. Valdur Jaht, Peter Priisalm et Kristel Kivinurm-Priisalm ont été nommés gestionnaires de fonds au sein d'AS Avaron asset Management. Ils ont en outre tous été nommés gestionnaires de fonds pour l'ensemble des fonds gérés par la Société de Gestion.

La Société de Gestion peut acquérir et détenir des Parts conformément aux dispositions de la Loi sur les fonds de placement.

Activités de la Société de Gestion

Conformément à la Loi sur les fonds de placement et au Règlement, la Société de Gestion est autorisée à posséder les actifs du Fonds et à en disposer, et bénéficie d'autres droits en découlant. Dans l'exercice de ses fonctions, elle doit faire preuve de compétence, d'honnêteté, de précision et de diligence afin d'assurer, d'une part, la protection des intérêts du Fonds et des Porteurs de Parts et, d'autre part, le fonctionnement fiable et régulier des marchés des capitaux. Elle investit les actifs du Fonds en son nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs de Parts (c'est-à-dire pour le compte du Fonds) et garantit ainsi une diversification des risques suffisante, conformément à la politique et aux restrictions en matière d'investissement du Fonds. Lors du placement des actifs du Fonds, la Société de Gestion devra obtenir suffisamment d'informations sur les actifs qu'elle entend acquérir ou qu'elle a acquis pour le compte du Fonds. Elle devra surveiller la situation financière de l'émetteur dont elle entend acquérir les titres ou dont elle a acquis les titres pour le compte du Fonds et, enfin, obtenir suffisamment d'informations quant à la solvabilité des personnes avec lesquelles elle conclut des transactions pour le compte du Fonds.

La Société de Gestion procèdera à une gestion séparée des actifs du Fonds par rapport à ses propres actifs, aux actifs des

autres fonds et aux pools d'actifs qu'elle gère. Les actifs du Fonds ne font pas partie de la masse de la faillite de la Société de Gestion, et les réclamations des créanciers de la Société de Gestion ne seront pas satisfaites sur ces actifs.

La Société de Gestion a le droit et l'obligation de soumettre une réclamation en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts ou du Fonds contre le Dépositaire ou d'autres personnes si le fait de ne pas soumettre cette réclamation occasionne ou peut occasionner des dommages substantiels au Fonds ou à ses Porteurs de Parts. La Société de Gestion n'est pas tenue de soumettre une telle réclamation si le Fonds ou les Porteurs de Parts en ont déjà soumis une.

Avantages

Il est possible que la Société de Gestion bénéficie d'avantages de la part de tiers ou octroie des avantages à des tiers (y compris des avantages non monétaires) relatifs aux services de gestion des fonds. Le paiement et l'offre de tels avantages sont autorisés uniquement à des fins d'amélioration de la qualité du service au Fonds et si cela ne nuit pas aux intérêts du Fonds. La Société de Gestion communiquera aux Porteurs de Parts, avant la réalisation du service en question, l'existence, la nature et le montant ou la méthode de calcul de l'avantage à percevoir. À la date du présent Prospectus, la Société de Gestion reçoit les rapports de recherche de la part des sociétés de courtage, dont les prix sont inclus dans les frais de commissions pour les transactions sur titres.

Fonctions déléguées par la Société de Gestion

Afin d'exécuter au mieux ses fonctions, la Société de Gestion est en droit de déléguer à des tiers des tâches liées à la gestion du Fonds, y compris : la gestion des investissements ; la coordination des émissions et des rachats des Parts ; la délivrance d'une preuve de la propriété des Parts des Porteurs de Parts ; la communication des informations nécessaires aux Porteurs de Parts et autres services clientèle ; la coordination de la distribution des Parts ; la tenue et l'organisation de la comptabilité des actifs du Fonds ; la détermination de la valeur liquidative du Fonds ; la tenue du Registre des Parts ; la comptabilité des revenus du Fonds ; le contrôle de la conformité des activités de la Société de Gestion et du Fonds avec la Loi sur les fonds de placement et autres législations, y compris l'organisation d'un système d'audit interne pertinent ; autres fonctions associées aux fonctions ci-dessus. Le fait de déléguer certaines tâches à des tiers ne libère pas la Société de Gestion de ses responsabilités à l'égard de la gestion du Fonds.

La Société de Gestion a, entre autres, sous-traité :

- **la tenue du Registre de Parts, la coordination des émissions et des rachats des Parts ainsi que l'application des mesures de due diligence à l'égard des investisseurs, tel que prescrit par la Loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme**, à la société Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, dont le siège social se situe à Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie ;
- **la tenue et la coordination de la comptabilité des actifs du Fonds ainsi que la détermination de la valeur liquidative du Fonds**, à la société Swedbank AS, numéro d'inscription

au registre du commerce : 10060701, dont le siège social se situe à Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie.

Les dispositions et contrats conclus entre Swedbank AS et la Société de Gestion ainsi que les règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et la législation s'appliqueront à la sous-traitance. En tant qu'établissement de crédit agréé, la société Swedbank AS fournit divers services financiers et est réglementée par la Financial Supervision Authority..

DÉPOSITAIRE

Le Dépositaire du Fonds est Swedbank AS, numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, dont le siège social se trouve à Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie. En tant qu'établissement de crédit agréé, la société Swedbank AS fournit divers services financiers et est réglementée par la Financial Supervision Authority.

Activités du Dépositaire

Le Dépositaire gardera les espèces, les titres et autres actifs liquides du Fonds. Il ne gardera pas les autres actifs du Fonds, sauf dispositions contraires convenues entre la Société de Gestion et le Dépositaire. Le Dépositaire accomplira également d'autres tâches lui incombant selon la législation. Le Dépositaire agira en toute indépendance par rapport à la Société de Gestion et dans le meilleur intérêt du Fonds et des Porteurs de Parts.

Le Dépositaire est autorisé, conformément aux conventions énoncées dans le contrat de dépositaire, à conclure des accords visant à déléguer à des tiers la garde des actifs du Fonds, l'exécution des règlements y afférents ainsi que l'accomplissement d'autres fonctions. Il veillera à ce que les actifs du Fonds soient séparés de ses propres actifs ; il tiendra en outre une comptabilité séparée pour les actifs du Fonds. Il choisira avec soin les tiers en charge de la garde des actifs ou des titres du Fonds et s'assurera de leur fiabilité. Avant de déléguer ses fonctions, il évaluera les capacités techniques et organisationnelles des délégués, ainsi que leur situation financière, afin de s'assurer qu'elles sont suffisantes pour leur permettre d'honorer leurs obligations contractuelles ; il procédera également à des contrôles continus à cette fin. Enfin, le Dépositaire sera tenu responsable de tout dommage directement occasionné au Fonds et aux Porteurs de Parts du fait d'un manquement à ses obligations.

SOCIÉTÉ D'AUDIT

AS Deloitte Audit Eesti, dont le siège social est situé à Roosikrantsi 2, 10119 Tallinn, Estonie, et dont le numéro d'inscription au registre du commerce est le 10687819, assume les fonctions de société d'audit pour la Société de Gestion et le Fonds.

Signé par les membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion :

Kristel Kivimurm-Priisalm

Valdur Jaht

RÈGLEMENT DU FONDS AVARON EMERGING EUROPE FUND

(ci-après le « **Règlement** »)

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 1.1. Le fonds Avaron Emerging Europe Fund (ci-après le « **Fonds** ») est un fonds de placement public contractuel de type ouvert établi par AS Avaron Asset Management. Le Fonds porte le nom suivant en estonien : *Avaron Areneva Euroopa Fond*. Conformément à la loi sur les fonds de placement de la République d'Estonie (Investment Funds Act) (ci-après la « **Loi sur les fonds de placement** »), il constitue un OPCVM et est donc conforme aux dispositions de la Directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 du Conseil de l'Union européenne (ci-après la « **Directive sur les OPCVM** »). Les Parts du Fonds peuvent être offertes au public dans tous les pays membres de l'Espace économique européen, aux conditions et selon les dispositions prévues par la Directive sur les OPCVM.
- 1.2. Le Fonds est géré par AS Avaron Asset Management (ci-après la « **Société de Gestion** »), numéro d'inscription au registre du commerce : 11341336, dont le siège social est établi à Narva mnt 7D, 10117 Tallinn, Estonie. Le Fonds est domicilié au siège social de la Société de Gestion. Les adresses du site Internet de la Société de Gestion (ci-après le « **Site Internet** ») sont les suivantes : www.avaron.ee (en estonien) et www.avaron.com (en anglais).
- 1.3. Le dépositaire du Fonds est Swedbank AS (ci-après le « **Dépositaire** »), numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701, dont le siège social se trouve à Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie.

FONDEMENTS ET OBJECTIFS DES ACTIVITÉS DU FONDS

- 1.4. Le Fonds est un regroupement d'actifs composés de capitaux levés grâce à l'émission publique de parts et aux actifs obtenus en investissant ces capitaux, lesquels appartiennent conjointement aux Porteurs de Parts et sont gérés par la Société de Gestion.
- 1.5. Les fondements sur lesquels les activités du Fonds reposent ainsi que les relations entre les Porteurs de Parts et la Société de Gestion sont énoncées dans la législation de la République d'Estonie et dans le Règlement. Si le Règlement est en contradiction avec les dispositions prévues par la législation, ces dernières s'appliquent. Si les différentes dispositions du Règlement sont contradictoires ou si le Règlement comprend des dispositions qui prêtent à confusion, de telles dispositions seront interprétées dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts.
- 1.6. **L'objectif du Fonds est d'investir principalement dans des actions émises par des sociétés des pays émergents d'Europe et de réaliser une croissance du capital à long terme.**
- 1.7. La valeur des Parts du Fonds peut varier à la hausse comme à la baisse. **Rien ne garantit que les Porteurs de Parts pourront générer des rendements positifs ; il se peut même qu'ils ne récupèrent pas le montant initialement investi.** En outre, la performance passée ne constitue pas une garantie ou une indication de la performance future.
- 1.8. Tout investissement dans le Fonds comporte des risques qui peuvent avoir une incidence non négligeable sur le rendement ou les activités du Fonds. Vous trouverez une synthèse de ces risques dans le prospectus d'offre publique du Fonds (ci-après le « **Prospectus** »).

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DU FONDS

- 1.9. La Société de Gestion gère les actifs du Fonds conformément aux restrictions d'investissement telles que prévues par la Loi sur les fonds de placement, les lois y afférentes ainsi que le Règlement du Fonds. Les décisions en matière d'investissement reposent sur les connaissances et l'expérience de la Société de Gestion, ainsi que sur les objectifs et les intérêts du Fonds.
- 1.10. **Sous réserve des restrictions en matière d'investissement applicables, le Fonds investira au moins 60 % de sa valeur liquidative dans des actions émises par des sociétés des pays émergents d'Europe³.** On entend par « société d'un pays émergent d'Europe » une société dont le siège social se trouve dans un pays émergent d'Europe, dont les activités principales s'effectuent dans des pays émergents d'Europe, dont les titres sont émis dans des devises de pays émergents d'Europe ou qui est inscrite à la cote de marchés réglementés dans des pays émergents d'Europe. On parle d'« intérêt commercial important » lorsque plus de 40 % du chiffre d'affaires, des coûts de base,

³ Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Roumanie, Bulgarie, Croatie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Turquie, Moldavie, Ukraine, Grèce et tous les pays européens compris dans les indices MSCI Emerging Markets et MSCI Frontier Markets, sauf la Russie.

des collaborateurs, du bénéfice d'exploitation ou du résultat net de la société en question proviennent d'un ou de plusieurs pays émergents d'Europe.

- 1.11. Les actions pourront prendre la forme de parts, de droits négociables similaires, de certificats de dépôt négociables, d'instruments financiers dont le rendement est lié à une action, de droits de souscription ainsi que d'autres droits autorisant l'acquisition d'actions.
- 1.12. Outre des actions, jusqu'à 40 % de l'actif net du Fonds pourra être investi dans d'autres titres (y compris dans d'autres fonds de placement), instruments dérivés ou dépôts d'établissements de crédit.
- 1.13. Il n'existe aucune restriction quant au type d'émetteurs lors de l'investissement dans les actifs du Fonds.
- 1.14. La Société de Gestion n'adopte aucune approche sectorielle lorsqu'elle place les actifs du Fonds.
- 1.15. La répartition précise des investissements du Fonds selon les classes d'actifs, les types d'émetteurs, les régions et les secteurs sera déterminée par la Société de Gestion dans le cadre de ses fonctions de gestion d'investissement.

RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES ACTIFS DU FONDS

1.16. Les actifs du Fonds pourront être investis dans les instruments suivants :

- a) Actions et droits négociables similaires, obligations, obligations convertibles et autres titres de dette négociables, droits de souscription et autres droits négociables autorisant l'acquisition de titres, instruments du marché monétaire et certificats de dépôt (ci-après désignés conjointement comme les « Titres » dans l'Article 4) ;
 - b) Actions et parts d'autres fonds de placement ;
 - c) Instruments dérivés ;
 - d) Dépôts d'établissements de crédit.
- 1.17. Les actifs du Fonds ne seront pas investis dans l'immobilier, les métaux précieux, les titres accordant des droits sur les métaux précieux ou des instruments dérivés associés aux matières premières. Les actifs du Fonds pourront être investis dans des titres accordant des droits sur l'immobilier.

1.18. Titres :

- a) L'actif net du Fonds pourra être investi jusqu'à 100 % dans des titres pouvant être cédés librement et qui remplissent au moins un des critères suivants :
 - 1.18.a.1. Les titres sont négociés sur un marché réglementé qui opère régulièrement et qui est reconnu et ouvert au public ;
 - 1.18.a.2. Les titres ne sont pas négociés sur un marché réglementé tel que spécifié au paragraphe 4.3.1.1. mais, conformément à leurs conditions d'émission, ils doivent être admis sur un tel marché dans un délai de 12 mois à compter de leur émission ;
 - 1.18.a.3. Les instruments du marché monétaire ne sont pas négociés sur un marché réglementé, mais sont en général négociés sur le marché monétaire. Ils doivent être liquides et leur valeur doit pouvoir être déterminée en tout temps avec précision. Ils doivent en outre remplir les autres conditions énoncées dans la Loi sur les fonds de placement.
- b) Jusqu'à 10 % de la valeur liquidative du Fonds pourra être investie dans des titres non spécifiés à l'Article 4.3.1.
- c) **La valeur des titres émis par un seul émetteur ne pourra pas excéder 10 % de la valeur liquidative du Fonds. La somme de tous les titres d'émetteurs dans lesquels le Fonds investit, pour chacun d'entre eux, 5 % de sa valeur liquidative ne pourra pas excéder 40 % de la valeur liquidative du Fonds. La valeur totale des titres émis par des établissements appartenant à un même groupe ne pourra pas dépasser 20 % de la valeur liquidative du Fonds.**

1.19. Fonds de placement :

- a) Le Fonds peut investir ses actifs dans les fonds de placement suivants :
 - 1.19.a.1. OPCVM d'Estonie ou de tout autre État membre de l'Espace économique européen ;
 - 1.19.a.2. Fonds de placement considérés comme des fonds publics de type ouvert aux yeux de la législation estonienne ou d'autres législations et conformes aux dispositions de la Loi sur les fonds de placement ;
 - 1.19.a.3. Fonds de placement de type fermé d'Estonie ou d'autres pays conformes aux dispositions de la Loi sur les fonds de placement.

- b) **Le Fonds pourra investir jusqu'à 10 % de son actif net dans des actions ou parts d'autres fonds de placement**, en tenant compte des restrictions prévues par la législation applicable. Cette limite ne s'appliquera pas aux actions et aux parts de fonds de placement de type fermé négociées sur un marché réglementé. Les limites d'investissement dans ce type de fonds sont énoncées à l'Article 4.3.

1.20. Instruments dérivés :

- a) Le Fonds peut investir ses actifs dans des instruments dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, aussi bien pour se protéger contre les risques que pour atteindre ses objectifs d'investissement, pour autant qu'il respecte les limites prévues par la Loi sur les fonds de placement, par les lois sur les instruments dérivés, par le règlement interne de la Société de Gestion et par le Règlement.
- b) Le Fonds ne pourra investir dans des instruments dérivés que si leur sous-jacent compte parmi les éléments suivants ou si leur cours dépend des éléments suivants :

1.20.b.1. Dépôts d'établissements de crédit ;

1.20.b.2. Valeurs mobilières ;

1.20.b.3. Actions ou parts d'autres fonds de placement ;

1.20.b.4. Les indices MSCI, FTSE ou d'autres indices de valeurs mobilières reflétant les fluctuations des cours des marchés boursiers des pays émergents d'Europe ou d'un seul marché boursier ou segment d'un pays émergent d'Europe (y compris les indices énumérés dans la liste 1 de l'Annexe au Règlement) ;

1.20.b.5. Devises des pays émergents d'Europe ou devises dans lesquelles les valeurs mobilières sont libellées (y compris les devises énumérées dans la liste 2 de l'Annexe au Règlement).

c) L'art. 258 de la Loi sur les fonds de placement, qui porte sur la diversification des risques, s'applique aux investissements des actifs du Fonds dans les instruments dérivés négociés sur un marché réglementé. Il prévoit des limites d'investissement dans les titres d'un seul émetteur et précise que toutes les entités faisant partie d'un même groupe de consolidation sont considérées comme un seul émetteur.

d) Concernant les transactions sur dérivés de gré à gré, l'exposition à une contrepartie ne pourra pas dépasser 10 % de la valeur liquidative du Fonds si la contrepartie est un établissement de crédit conforme aux exigences de l'Article 4.6.1. Si la contrepartie n'est pas un établissement de crédit conforme aux exigences de l'Article 4.6.1, l'exposition du Fonds ne pourra pas excéder 5 % de sa valeur liquidative.

e) L'exposition totale du Fonds à des instruments dérivés ne pourra pas dépasser sa valeur liquidative totale.

f) **Pour ce qui est des investissements dans des instruments dérivés, le Fonds n'adoptera pas de positions courtes, sauf s'il s'agit d'opérations sur devises.**

1.21. Dépôts

a) Les actifs du Fonds peuvent être détenus auprès d'établissements de crédit autorisés en Estonie, dans un autre État membre de l'Espace économique européen ou dans un pays tiers dont les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit sont équivalentes à celles prévues par la législation de l'Union européenne.

b) L'échéance des dépôts effectués par le Fonds auprès d'établissements de crédit ne pourra pas dépasser douze mois.

c) Le Fonds pourra placer jusqu'à 40 % de ses actifs dans des dépôts d'établissements de crédit. Le Fonds pourra investir jusqu'à 20 % de son actif net dans des dépôts d'un seul établissement de crédit ou de plusieurs établissements de crédit appartenant au même groupe de consolidation.

d) Les liquidités détenues dans un compte bancaire ouvert au nom du Fonds par le Dépositaire et placées dans un dépôt à vue ne sont pas considérées comme des dépôts au sens des présentes restrictions en matière d'investissement.

1.22. Autres restrictions :

a) La Société de Gestion peut, pour le compte du Fonds, garantir des émissions de titres, emprunter, conclure des contrats de mise ou de prise en pension et effectuer d'autres transactions d'emprunt ou de prêt de titres. Elle pourra également effectuer des transactions sur dérivés dans le respect des limites prévues par les lois applicables et contracter, pour le compte du Fonds, d'autres engagements mentionnés jusqu'à 10 % de la valeur liquidative du Fonds. L'échéance des prêts et autres engagements contractés pour le compte du Fonds ne pourra pas dépasser trois mois.

- b) Il est interdit d'octroyer des prêts pour le compte du Fonds.
- c) Qu'elle soit directe ou indirecte, une participation qualifiée ne pourra être ni obtenue ni détenue par le biais d'actions assorties d'un droit de vote, sauf disposition contraire prévue par la Loi sur les fonds de placement.
- d) **Le Fonds ne cherchera à acquérir aucune participation dans la Société de Gestion ou dans d'autres sociétés appartenant au groupe de consolidation de celle-ci. Il ne fera pas non plus l'acquisition de titres émis par de telles sociétés. Il ne cherchera pas non plus à acquérir une participation dans d'autres fonds gérés par la Société de Gestion ou dans d'autres sociétés appartenant au groupe de consolidation de celle-ci.**
- e) Le Fonds ne sera ni un commandité ni un associé d'un commandité d'une société en commandite. Il ne sera pas non plus un membre d'une association à but non lucratif ou de toute autre association, ni un fondateur d'une fondation.

1.23. Outre les restrictions d'investissement susmentionnées, la Société de Gestion doit satisfaire à toutes les autres limites et exigences en matière de diversification des risques, telles que prévues dans la législation applicable lorsqu'elle investit pour le compte du Fonds. Vous trouverez dans le Prospectus un aperçu des risques inhérents aux investissements du Fonds.

PARTS DU FONDS ; DROITS ET OBLIGATIONS ASSOCIÉS AUX PARTS DU FONDS

1.24. Les actifs du Fonds appartiennent conjointement aux Porteurs de Parts. Une part du Fonds (ci-après une « Part ») représente la participation d'un Porteur de Parts aux actifs du Fonds. Une Part est un titre enregistré électroniquement sous forme dématérialisée. Elle n'octroie à son Porteur aucun pouvoir de décision sur les investissements et sur les transactions du Fonds. Aucun Porteur de Parts n'est en droit d'exiger la liquidation du Fonds.

1.25. Une Part peut être divisée en fractions de Part. Une fois la Part fractionnée, les fractions sont arrondies à trois décimales. Les règles suivantes s'appliquent pour l'arrondissement : les nombres compris entre NNN.NNN0 et NNN.NNN4 sont arrondis à NNN.NNN et les nombres compris entre NNN.NNN5 et NNN.NNN9 sont arrondis à NNN.NN (N+1).

1.26. Le Fonds est composé de cinq classes de Parts :

- a) Avaron Emerging Europe Fund A, valeur nominale EUR 6,39 (ci-après les « Parts A »)
- b) Avaron Emerging Europe Fund B, valeur nominale EUR 6,39 (ci-après les « Parts B »)
- c) Avaron Emerging Europe Fund C, valeur nominale EUR 10 (ci-après les « Parts C »)
- d) Avaron Emerging Europe Fund D, valeur nominale EUR 10 (ci-après les « Parts D »)
- e) Avaron Emerging Europe Fund E, valeur nominale EUR 10 (ci-après les « Parts E »)

1.27. **L'agent enregistreur des Parts est Swedbank AS** (numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701), dont le siège social est sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie (ci-après l'« **Agent Enregistreur** »).

1.28. Le contrat conclu entre la Société de Gestion et l'Agent Enregistreur régit les opérations du Registre des Parts, la saisie de données dans le Registre, la conservation des données du Registre et la responsabilité de l'Agent Enregistreur.

1.29. Les données du Registre seront traitées électroniquement. L'Agent Enregistreur portera au Registre toute demande émise par une personne autorisée (Porteur de Parts, représentant du Porteur de Parts, Société de Gestion). L'Agent Enregistreur pourra également saisir une entrée au Registre à la suite d'une décision judiciaire ou pour une autre raison convenue entre l'Agent Enregistreur et la Société de Gestion. L'Agent Enregistreur conservera les données et les documents reçus pour la saisie d'une entrée au Registre durant au moins dix ans à compter de ladite saisie.

1.30. Les droits de propriété d'une Part ainsi que les droits et les obligations d'un Porteur de Parts et de la Société de Gestion associés à une Part entrent en vigueur lorsque la Part est portée au Registre des Parts. En soumettant une demande de souscription de Parts, le Porteur de Parts autorise le traitement des données le concernant (y compris les données personnelles) aux fins de la tenue du Registre des Parts.

1.31. **Un Porteur de Parts est autorisé à effectuer les tâches suivantes :**

- a) Demander à la Société de Gestion de lui racheter ses Parts, conformément aux dispositions prévues dans le Règlement et dans la législation applicable ;
- b) **Céder à des tiers les Parts qu'il détient sans en informer la Société de Gestion au préalable ;**

- c) Recevoir, conformément au Règlement, une part des actifs restant après liquidation du Fonds et de tout dividende payé par le Fonds, proportionnellement au nombre et la classe des Parts détenues ;
- d) Consulter, au siège social de la Société de Gestion, le Règlement, les derniers rapports annuel et semestriel du Fonds, le Prospectus, les documents d'informations clés pour l'investisseur et tout autre document ou toute autre information concernant les activités du Fonds, de la Société de Gestion et du Dépositaire, tel que prévu par la législation ;
- e) Demander un extrait du Registre des Parts certifiant la propriété des Parts détenues ;
- f) Réaliser d'autres actes prescrits par la législation applicable ou le Règlement

1.32. **Obligations du Porteur de Parts et limites quant à sa responsabilité**

- a) Un Porteur de Parts doit exercer les droits associés aux Parts en bonne foi et conformément à la législation applicable et au Règlement ;
- b) L'exercice des droits d'un Porteur de Parts ne causera pas de dommages aux autres Porteurs de Parts, à la Société de Gestion, au Dépositaire ou à un tiers ; Un Porteur de Parts ne répondra personnellement ni des obligations du Fonds assumées par la Société de Gestion, ni de l'exécution des obligations que la Société de Gestion a le droit d'exiger du Fonds, conformément au Règlement. La responsabilité du Porteur de Parts à l'égard de l'accomplissement de ces obligations est limitée à la participation du Porteur de Parts aux actifs du Fonds ;
- c) La Société de Gestion n'assumera pas d'obligations pour le compte des Porteurs de Parts.
- d) Un Porteur de Parts peut régler toute plainte adressée contre lui sur la base des Parts qu'il détient, et non pas sur la base des actifs du Fonds ;
- e) Il est recommandé à l'ensemble des Porteurs de Parts de consulter un conseiller fiscal professionnel concernant les éventuels impôts à payer.

1.33. En termes de gouvernance, la structure du Fonds ne prévoit aucune assemblée générale des Porteurs de Parts, ce qui signifie qu'une Part ne donne aucun droit de vote à son détenteur et que les Porteurs de Parts ne sont pas habilités à prendre des décisions sur la gestion du Fonds par le biais d'une assemblée générale.

CALCUL DES ACTIFS DU FONDS ET DE LA VALEUR LIQUIDATIVE PAR PART

1.34. La Société de Gestion calculera la valeur liquidative du Fonds et des Parts sur la base des dispositions prévues par les règles internes et par la législation. Vous trouverez le règlement interne de la Société de Gestion intitulé « Procédure de calcul de la valeur liquidative des fonds de placement » sur le Site Internet et dans les locaux de la Société de Gestion.

1.35. Afin de déterminer la valeur liquidative du Fonds, la valeur des actifs du Fonds sera calculée après déduction des engagements du Fonds. La valeur des actifs du Fonds se réfère principalement à celle régnant sur le marché. Dans le cas où la valeur de marché ne peut être identifiée, la valeur des actifs du Fonds sera établie sur la base d'une autre méthode déterminant la juste valeur, tel que défini dans les règles internes applicables. La valeur liquidative totale d'une classe de Parts est calculée en déduisant de la part de la valeur des actifs du Fonds attribuable au prorata à cette classe la part des engagements du Fonds attribuable à cette classe.

1.36. La valeur liquidative d'une Part est calculée en divisant la valeur liquidative totale d'une classe de Parts par le nombre de Parts de cette classe émises et non rachetées (ajusté par le nombre de Parts issues des demandes de souscription et de rachat non réglés qui ont été reçus par la Société de Gestion).

1.37. **La Société de Gestion a délégué, entre autres, les tâches relatives à l'administration des actifs du Fonds (ce qui comprend le calcul de la valeur liquidative du Fonds et des Parts), au calcul des prix d'émission et de rachat des Parts et à la comptabilité du Fonds à un prestataire de services, dont la description détaillée figure dans le Prospectus (ci-après l'« Agent Administratif »).**

1.38. L'Agent Administratif calculera et la Société de Gestion vérifiera et publiera la valeur liquidative du Fonds ainsi que la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat d'une Part au minimum une fois pour chaque jour ouvré le jour ouvré suivant au plus tard à 16h30⁴. La valeur liquidative d'une Part ainsi que les prix d'émission et de rachat seront arrondis à quatre décimales.

1.39. Si un événement affectant la valeur liquidative du Fonds et des Parts, selon les meilleures estimations de la Société de Gestion, survient après le calcul de la valeur liquidative du Fonds, la Société de Gestion a le droit de demander

⁴ Chaque jour ouvré en Estonie à 16h30, heure de Tallinn (HNEC+1 ou HAEC+1), à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés et nationaux.

immédiatement à l'Agent Administratif de calculer à nouveau la valeur liquidative en tenant compte dudit événement et de la publier, pour autant que cela soit dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts.

1.40. La devise de référence du Fonds qui sera utilisée dans les états financiers et lors du calcul de la valeur liquidative est l'euro.

- 1.41. **Les revenus du Fonds ne seront pas distribués aux Porteurs de Parts mais réinvestis.** Les changements de la valeur liquidative du Fonds reflèteront les gains ou pertes des Porteurs de Parts.

ÉMISSION ET RACHAT DE PARTS

- 1.42. Informations générales :

- a) L'émetteur des Parts est la Société de Gestion.
- b) Il n'existe pas de délai d'émission des Parts. Le volume des émissions, ou le nombre des Parts à émettre, n'est pas déterminé. Les Parts ne seront émises qu'après leur paiement. Seuls des paiements monétaires seront acceptés au titre du rachat de Parts. Les Parts seront émises, rachetées et peuvent être converties chaque jour ouvré.
- c) Les Parts sont émises ou rachetées selon leur valeur liquidative à la date de réception de la demande de souscription ou de rachat (ci-après le « **Jour de transaction** »), telle que calculée le jour ouvré suivant le Jour de transaction. Il est possible que des frais de souscription viennent s'ajouter au prix d'émission.
- d) **Si, un quelconque Jour de transaction, un seul Porteur de Parts soumet une ou des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent en un rachat de plus de 5 % de la valeur liquidative du Fonds, la Société de Gestion aura le droit (mais ne sera pas obligée) de scinder la ou les demandes de rachat et/ou de conversion et de recourir aux procédures décrites ci-après pour fixer le Jour de transaction desdites demandes :**

1.42.a.1 Si les demandes du Porteur de Parts résultent au total en un rachat de 5 % ou moins de la valeur liquidative du Fonds, les dispositions générales, telles que décrites à l'Article 7.1.3, s'appliquent pour la fixation du Jour de transaction ;

1.42.a.2 Si les demandes du Porteur de Parts résultent au total en un rachat entre 5 % et 10 % de la valeur liquidative du Fonds, le Jour de transaction sera le jour ouvré suivant la date fixée conformément à l'Article 7.1.3 ;

1.42.a.3 Si les demandes du Porteur de Parts résultent au total en un rachat de plus de 10 % de la valeur liquidative du Fonds, le Jour de transaction sera le jour ouvré suivant la date fixée conformément à l'Article 7.1.4.2 ;

- e) **Si, un quelconque Jour de transaction, plusieurs Porteurs de Parts soumettent une ou des demandes de rachat et/ou de conversion qui résultent en un rachat de plus de 5 % de la valeur liquidative du Fonds et que, selon la Société de Gestion, il n'est pas nécessaire de suspendre le rachat de Parts tel que spécifié à l'Article 7.5, la Société de Gestion aura le droit de reporter la date de paiement de ces demandes de rachat et/ou de conversion jusqu'à 10 jours ouvrés. Le paiement des demandes reportées sera effectué selon leur ordre de réception.** La Société de Gestion informera les Porteurs de Parts concernés par le report de la date de paiement et publiera sur son Site web un avis à ce propos. Le paiement des demandes reportées sera effectué selon leur ordre de réception. Le report de la date de paiement des demandes n'a aucune incidence sur le règlement des demandes de rachat et/ou de conversion reçues les jours suivants, à moins que les conditions de report énoncées dans le présent Article ne soient remplies pour ces demandes-là également.
- f) **Un Porteur de Parts n'est pas en droit d'exiger une amende, une sanction, des indemnités ou d'utiliser toute autre voie de recours et la Société de Gestion ne sera tenue responsable d'aucun dommage éventuel pouvant survenir en raison du fractionnement des demandes ou du report du Jour de transaction ou de la date de paiement des demandes, tels que décrits aux Articles 7.1.4 et 7.1.5.**
- g) **Les frais de souscription d'une Part D s'élèveront à 2 % maximum de la valeur liquidative de la Part. Aucuns frais de souscription ne seront prélevés pour les Parts A, B, C et E.** Le taux exact des frais de souscription prélevés au titre des Parts D sera déterminé par la Société de Gestion et publié dans le Prospectus et sur le Site Internet. La Société de Gestion est autorisée, à son entière discrétion, à réduire les frais de souscription ou à y renoncer. Sur demande, elle délivrera un document (pouvant être reproduit par écrit) indiquant le montant des frais de souscription payés par la personne qui achète des Parts ou qui se fait racheter ses propres Parts.
- h) **Aucune classe de Parts ne prévoit de frais de rachat.**
- i) **Le Porteur de Parts s'acquittera des frais de souscription et de toute autre dépense en lien avec la souscription et le rachat de Parts (y compris la commission du Dépositaire).**

- j) Si les Parts sont conservées sur un compte nominatif, le titulaire dudit compte soumettra les demandes de transaction sur ce même compte. Les transferts de titres et les paiements en liquidités seront effectués sur le compte nominatif et sur le compte de trésorerie du titulaire du compte nominatif. Les transferts et les paiements sur le compte de l'investisseur seront exécutés par le titulaire du compte nominatif selon ce qui a été convenu avec l'investisseur.
- k) **L'investisseur n'est pas autorisé à révoquer ou à modifier une demande de souscription, de rachat ou de conversion après l'avoir soumise.** L'investisseur ayant soumis une demande de souscription, de rachat ou de conversion devra s'assurer que les conditions nécessaires au règlement de la transaction sont réunies dans les temps. Après avoir souscrit une Part, l'investisseur devra verser le montant de souscription sur le compte de trésorerie du Fonds dans le délai imparti. En cas de défaut de paiement, la Société de Gestion peut utiliser toute voie de recours dont elle dispose (ce qui comprend le retrait de la transaction et la possibilité d'exiger la réparation des dommages causés par le Porteur de Parts au Fonds et aux autres Porteurs de Parts).
- l) Vous trouverez dans le Prospectus de plus amples informations sur les transactions avec les Parts, comme les délais de soumission des demandes de transaction.

1.43 Procédure et délais concernant l'émission des Parts :

- a) Les Parts des classes A et B seront émises uniquement aux investisseurs détenant des Parts des classes respectives au 30 mai 2009 à minuit (investisseurs existants). Les nouveaux investisseurs ne pourront souscrire les Parts A et B.
- b) **Les montants de souscription initiaux minimum sont les suivants :** Parts C : 125 000 EUR; Parts E : 1 000 000 EUR. La Société de Gestion est en droit de réduire, à son entière discrétion, les montants de souscription initiale minimaux des Parts. **Il n'existe aucun montant minimum de souscription pour les Parts A, B et D.**
- c) Pour souscrire des Parts, un investisseur doit envoyer une demande de souscription à l'Agent de Transfert.
- d) Les Parts (y compris les fractions de Parts) ne seront émises qu'après versement, à la date de règlement, du montant correspondant au nombre de Parts émises et à la valeur liquidative par Part sur le compte de trésorerie du Fonds. La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction (T+3), sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.
- e) **En soumettant une demande de souscription, l'investisseur confirme avoir pris connaissance du Règlement et de l'accepter, et agira conformément au Règlement.**
- f) La Société de Gestion peut refuser de donner suite à une demande de souscription si, selon elle, un tel refus est nécessaire pour protéger les intérêts des investisseurs existants du Fonds.

1.44 Procédure relative à la suspension de l'émission des Parts :

- a) La Société de Gestion peut suspendre l'émission des Parts si celle-ci risque de causer des dommages importants aux Porteurs de Parts. Le cas échéant, elle le notifiera sans délai à la Financial Supervision Authority et au Dépositaire.
- b) La Financial Supervision Authority peut émettre un avis obligeant la Société de Gestion à suspendre l'émission des Parts s'il existe un doute que les exigences légales quant à l'émission ou à l'offre publique des Parts n'ont pas été respectées ou risquent de ne pas être respectées ou si une telle suspension est nécessaire pour sauvegarder les intérêts des Porteurs de Parts pour toute autre raison que ce soit.
- c) La Société de Gestion devra publier rapidement un avis relatif à la suspension de l'émission des Parts sur le Site Internet et dans un quotidien national au minimum. L'émission des Parts peut être suspendue pour une durée allant jusqu'à trois mois.
- d) Les demandes qui n'ont pas été traitées en raison de la suspension seront exécutées sur la base de leur valeur liquidative telle que calculée dès que la situation ayant entraîné la suspension a pris fin et que l'émission des Parts a repris.

1.45 Procédure et délais concernant le rachat des Parts :

- a) Pour racheter des Parts, un investisseur doit envoyer une demande de rachat à l'Agent de Transfert. Lors du rachat des Parts, un paiement correspondant au nombre de Parts rachetées et au prix de rachat sera débité des actifs du Fonds et porté au compte de trésorerie du Porteur de Parts. **La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction, sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.**
- b) Les Parts rachetées seront rayées du Registre le jour du paiement du montant de rachat (la date de règlement), et les droits et obligations associés aux Parts seront échus. Le délai relatif au paiement du montant de rachat ne comprend pas le temps nécessaire à l'exécution du transfert par la banque bénéficiaire de l'investisseur.

1.46 Suspension du rachat des Parts :

- a) La Société de Gestion est habilitée à suspendre le rachat des Parts moyennant une notification immédiate à la Financial Supervision Authority et au Dépositaire :
 - 1.46.a.1 si les liquidités détenues sur les comptes du Fonds sont insuffisantes pour couvrir le prix de rachat des Parts concernées ;
 - 1.46.a.2 si les titres et les autres actifs du Fonds ne peuvent pas être vendus rapidement ;
 - 1.46.a.3 si le calcul de la valeur liquidative du Fonds subit des perturbations ;
 - 1.46.a.4 si la gestion courante du Fonds peut être affectée par les rachats ; ou
 - 1.46.a.5 si le paiement de produits de rachats a fortement nui aux intérêts des autres Porteurs de Parts.
- b) La Financial Supervision Authority peut émettre un avis obligeant la Société de Gestion à suspendre le rachat des Parts s'il existe un doute que les exigences légales quant au rachat des Parts n'ont pas été respectées ou risquent de ne pas être respectées ou si une telle suspension est nécessaire pour sauvegarder les intérêts des Porteurs de Parts pour toute autre raison que ce soit.
- c) La Société de Gestion devra rapidement publier un avis relatif à la suspension du rachat des Parts sur son Site Internet et dans un quotidien national au minimum. Le rachat de Parts peut être suspendu pour une durée allant jusqu'à trois mois.

1.47 Procédure pour la conversion de Parts :

- a) Un Porteur de Parts a le droit de convertir des Parts du Fonds en d'autres Parts du Fonds d'une autre classe ou en des parts d'un autre fonds géré par la Société de Gestion, pour autant que l'acquisition de parts d'autres fonds de placement par le biais de conversions soit autorisée et que les conditions relatives à la souscription initiale minimale spécifiées dans le Règlement soient remplies (sauf si la Société de Gestion a décidé, à sa discrétion, d'adoucir voire de supprimer ces exigences pour certains investisseurs).
 - 1.47.a.1 Les Parts C peuvent être acquises via une transaction de conversion, pour autant que la valeur des Parts C détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts C devant être acquises par la transaction de conversion) atteigne 125 000 EUR ou plus.
 - 1.47.a.2 Les Parts E peuvent être acquises via une transaction de conversion, pour autant que la valeur des Parts E détenues par le Porteur de Parts (y compris les Parts E devant être acquises par la transaction de conversion) atteigne 1 000 000 EUR ou plus.
- b) Un Porteur de Parts est autorisé à convertir ses Parts du Fonds en des Parts du Fonds d'une autre classe de la manière suivante :
 - 1.47.b.1 Les Parts A peuvent être converties en tout type de Parts du Fonds.
 - 1.47.b.2 Les Parts B peuvent être converties en Parts C, D et E.
 - 1.47.b.3 Les Parts C peuvent être converties en Parts D et E.
 - 1.47.b.4 Les Parts D peuvent être converties en Parts C et E.
- c) Un Porteur de Parts a le droit de convertir ses Parts en des parts d'autres fonds de placement gérés par la Société de Gestion.
- d) Pour convertir des Parts, le Porteur de Parts doit envoyer une demande de conversion à l'Agent de Transfert. En soumettant une demande de conversion, un investisseur confirme non seulement qu'il connaît bien et qu'il accepte le Règlement, mais aussi qu'il agira conformément à ce dernier. La Société de Gestion est habilitée à refuser l'exécution d'une demande de conversion si, à son avis, un tel refus est nécessaire pour sauvegarder les intérêts des investisseurs existants du Fonds ou pour toute autre raison pertinente.
- e) Aucun paiement ne sera effectué au Porteur de Parts pour la conversion des Parts. Les Parts seront rachetées sur la base du nombre des Parts à convertir et de leur valeur liquidative. De nouvelles Parts pourront être émises au Porteur de Parts sur la base de la valeur liquidative des Parts à acquérir.
- f) Le Jour de transaction pour les transactions de conversion (au titre des Parts à racheter et des Parts à émettre) correspond au jour où la demande de conversion a été reçue. Les transactions de conversion seront exécutées conformément aux dispositions générales. La date de règlement ne dépassera pas le troisième jour ouvré suivant le Jour de transaction, sauf accord contraire entre la Société de Gestion et l'investisseur.
- g) Aucun frais de souscription ou de rachat ne seront prélevés lors de la conversion de Parts.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ DE GESTION

- 1.48 Les fondements sur lesquels reposent les activités de la Société de Gestion sont énoncés dans les Statuts de la Société de Gestion, dans la législation applicable ainsi que dans le Règlement.
- 1.49 Dans l'exercice de ses fonctions, la Société de Gestion doit faire preuve de compétence, d'honnêteté, de précision et de diligence afin d'assurer, d'une part, la protection des intérêts du Fonds et des Porteurs de Parts et, d'autre part, le fonctionnement fiable et régulier des marchés des capitaux.
- 1.50 La Société de Gestion est autorisée, conformément à la Loi sur les fonds de placement et au Règlement, à posséder les actifs du Fonds et à en disposer, et bénéficie d'autres droits en découlant.
- 1.51 La Société de Gestion investit les actifs du Fonds en son nom et pour le compte de l'ensemble des Porteurs de Parts (c'est-à-dire pour le compte du Fonds) et garantit une diversification des risques suffisante, conformément à la politique et aux restrictions en matière d'investissement du Fonds.
- 1.52 Lors du placement des actifs du Fonds, la Société de Gestion devra :
- a) obtenir suffisamment d'informations sur les actifs qu'elle entend acquérir ou qu'elle a acquis pour le compte du Fonds ;
 - b) surveiller la situation financière des émetteurs dont elle entend acquérir les titres ou dont elle a acquis les titres pour le compte du Fonds ;
 - c) obtenir suffisamment d'information quant à la solvabilité des personnes avec lesquelles la Société de Gestion conclut des transactions pour le compte du Fonds.
- 1.53 La Société de Gestion procèdera à une gestion séparée des actifs du Fonds par rapport à ses propres actifs, aux actifs des autres fonds et aux pools d'actifs gérés par la Société de Gestion. **Les actifs du Fonds ne font pas partie de la masse de la faillite de la Société de Gestion, et les réclamations des créanciers de la Société de Gestion ne seront pas satisfaites sur ces actifs.**
- 1.54 La Société de Gestion a le droit et l'obligation de soumettre une réclamation en son nom et pour le compte des Porteurs de Parts ou du Fonds contre le Dépositaire ou d'autres personnes si le fait de ne pas soumettre cette réclamation occasionne ou peut occasionner des dommages substantiels au Fonds ou à ses Porteurs de Parts. La Société de Gestion n'est pas tenue de soumettre une telle réclamation si le Fonds ou les Porteurs de Parts en ont déjà soumis une.
- 1.55 La Société de Gestion répondra des dommages occasionnés au Fonds ou à ses Porteurs de Parts en cas de manquement à ses devoirs.
- 1.56 La Société de Gestion peut acquérir et détenir des Parts conformément aux dispositions de la Loi sur les fonds de placement. Le Site Internet contient de plus amples informations sur le volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds.
- 1.57 Afin d'exécuter au mieux ses fonctions, la Société de Gestion est en droit de déléguer à des tiers les tâches liées à la gestion du Fonds énumérées ci-après, conformément à et sous réserve de la Loi sur les fonds de placement :
- a) Gestion des investissements ;
 - b) Coordination des émissions et des rachats des Parts ;
 - c) Délivrance d'une preuve de la propriété des Parts des Porteurs de Parts ;
 - d) Communication des informations nécessaires aux Porteurs de Parts et autres services clientèle ;
 - e) Coordination de la distribution des Parts ;
 - f) Tenue et organisation de la comptabilité des actifs du Fonds ;
 - g) Détermination de la valeur liquidative du Fonds ;
 - h) Tenue du Registre des Parts ;
 - i) Comptabilité des revenus du Fonds ;
 - j) Contrôle de la conformité des activités de la Société de Gestion et du Fonds avec la Loi sur les fonds de placement et autres législations, y compris l'organisation d'un système d'audit interne pertinent ;
 - k) Autres fonctions associées aux fonctions décrites aux points 8.10.1 à 8.10.10.
- 1.58 Le fait de déléguer certaines tâches à des tiers ne libère pas la Société de Gestion de ses responsabilités à l'égard de la gestion du Fonds. Les fonctions et les tâches liées à la gestion du Fonds qui ont été**

déléguées à des tiers sont plus amplement décrites à la section « Fonctions déléguées par la Société de gestion » du Prospectus.

ACTIVITÉS DU DÉPOSITAIRE

- 1.59 La Société de Gestion conclura un accord avec un dépositaire au titre de la garde des actifs du Fonds. **Le Dépositaire du Fonds est Swedbank AS (numéro d'inscription au registre du commerce : 10060701), dont le siège est sis Liivalaia 8, 15040 Tallinn, Estonie.**
- 1.60 Le Dépositaire gardera les espèces, les titres et autres actifs liquides du Fonds. Il ne gardera pas les autres actifs du Fonds, sauf dispositions contraires convenues entre la Société de Gestion et le Dépositaire. Le Dépositaire accomplira également d'autres tâches lui incombant selon la législation.
- 1.61 **Le Dépositaire agira en toute indépendance par rapport à la Société de Gestion et dans le meilleur intérêt du Fonds et des Porteurs de Parts. Il veillera à ce que les actifs du Fonds soient séparés de ses propres actifs et tiendra une comptabilité séparée pour les actifs du Fonds.**
- 1.62 Le Dépositaire est autorisé, conformément aux conventions énoncées dans le contrat de dépositaire, à conclure des accords visant à déléguer à des tiers la garde des actifs du Fonds, l'exécution des règlements y afférents ainsi que l'accomplissement d'autres fonctions.
- 1.63 Le Dépositaire choisira, avec grand soin, les tiers en charge de la garde des actifs ou des titres du Fonds et s'assurera de leur fiabilité. Avant de déléguer ses fonctions, il évaluera les capacités techniques et organisationnelles des délégués, ainsi que leur situation financière, afin de s'assurer qu'elles sont suffisantes pour leur permettre d'honorer leurs obligations contractuelles ; il procédera également à des contrôles continus à cette fin.
- 1.64 **Enfin, le Dépositaire sera tenu responsable de tout dommage directement occasionné au Fonds et aux Porteurs de Parts du fait d'un manquement à ses obligations.** À partir du moment où ses fonctions ont été déléguées à des tiers, le Dépositaire sera tenu responsable de tout manquement à ses obligations énoncées à l'Article 9.5 du présent Règlement. Sa responsabilité sera également engagée s'il ne contrôle pas les activités de ses délégués.

FRAIS ET DÉPENSES À LA CHARGE DU FONDS

- 1.65 La Société de Gestion percevra des frais pour la gestion du Fonds. Les taux applicables aux frais de gestion sont les suivants :
- a) **Parts A** : jusqu'à **1,75 % par an** de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts A. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative des Parts A excède son pic historique auquel **le rendement minimal requis de 5 % par an** a été ajouté. **La commission de performance s'élève à 15 %** de l'augmentation de la valeur liquidative des Parts A au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis de 5 % par an a été ajouté.
- b) **Parts B** : jusqu'à **1,25 % par an** de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts B. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative des Parts B excède son pic historique auquel **le rendement minimal requis de 8 % par an** a été ajouté. **La commission de performance s'élève à 15 %** de l'augmentation de la valeur liquidative des Parts B au-delà de son pic historique auquel le rendement minimal requis de 8 % par an a été ajouté.
- c) **Parts C** : jusqu'à **1,25 % par an** de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts C. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative des Parts C excède son pic historique auquel le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois) a été ajouté. **La commission de performance s'élève à 10 %** de l'augmentation de la valeur liquidative des Parts C au-delà de son pic historique auquel **le rendement minimal requis (taux Euribor à 12 mois)** a été ajouté. Le taux Euribor servant au calcul de la commission de performance est déterminé le dernier jour ouvré de chaque trimestre pour le trimestre suivant. Si le taux Euribor est négatif, un taux de 0 % sera appliqué.
- d) **Parts D** : jusqu'à **2 % par an** de la valeur de marché des actifs du Fonds.
- e) **Parts E** : jusqu'à **0,85 % par an** de la valeur de marché des actifs du Fonds. La Société de Gestion percevra également une commission de performance sur le rendement des Parts E. La Société de Gestion est autorisée à percevoir une commission de performance si la valeur liquidative des Parts E excède la Valeur Liquidative Fixe la plus récente à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté. **Le taux de la commission de performance s'élève à 15 % de l'augmentation de la valeur liquidative des Parts E au-delà de la dernière Valeur Liquidative Fixe à laquelle le rendement de l'indice de référence a été ajouté.** La Valeur Liquidative Fixe correspond à la valeur liquidative des Parts E calculée au 30 juin le plus récent. Jusqu'au 30 juin 2011, la Valeur Liquidative Fixe équivaudra à la valeur

nominale d'une Part E (EUR 10). L'indice de référence sera un indice diversifié de l'univers d'investissement du Fonds reflétant les mouvements des marchés de l'univers d'investissement et ouvert régulièrement au public. Davantage d'informations sur l'indice de référence figurent dans le Prospectus. La Société de Gestion est autorisée à choisir un autre indice de référence. Dans ce cas, la Société de Gestion notifiera au préalable l'ensemble des Porteurs de Parts du changement d'indice sur un support pouvant être reproduit par écrit et envoyé à l'adresse des Porteurs de Parts figurant dans le Registre des Parts ou à toute autre adresse communiquée par le Porteur de Parts à la Société de Gestion. L'avis sera communiqué aux Porteurs de Parts au minimum un mois avant que le changement ne soit effectif. Si le changement est effectif un autre jour que le 1^{er} juillet, la Société de Gestion ne sera pas autorisée à percevoir une commission de performance pour la période du 1^{er} juillet précédant le changement au 30 juin suivant le jour du changement.

f) Le Conseil de gestion de la Société de Gestion est autorisé à appliquer, à certaines périodes, un taux inférieur pour les frais de gestion et la commission de performance. Les informations relatives aux taux en vigueur pour les frais de gestion et la commission de performance figurent dans le Prospectus.

1.66 **Le Dépositaire percevra des frais pour ses services.** Le taux annuel maximal de la **commission du Dépositaire s'élève à 0,23 %** de la valeur de marché des actifs du Fonds, majoré de la taxe à la valeur ajoutée.

1.67 Les frais de gestion et la commission du Dépositaire sont comptabilisés quotidiennement et versés mensuellement pour le mois précédent. La commission de performance des Parts A, B, et C est déterminée quotidiennement. Toute commission de performance échue sera payée mensuellement. La provision relative à la commission de performance pour les Parts E est réévaluée chaque jour de calcul de la valeur liquidative et payée chaque année le 30 juin du mois suivant. Si des Parts sont rachetées avant la date à laquelle la commission de performance est fixée, la commission de performance encourue au titre des parts rachetées mais non encore payée devra être versée au cours du mois suivant sa fixation.

1.68 Sauf disposition contraire prévue par la loi, les commissions de gestion, de performance et du Dépositaire seront calculées en fonction du nombre de jours réels sur une année.

1.69 **Le Fonds s'acquittera également des dépenses suivantes :**

- a) Dépenses relatives à la détention des actifs du Fonds et aux transactions effectuées, telles les frais de courtage, les frais débiteurs, les frais de règlement, les frais de transaction et les coûts liés aux emprunts ;
- b) Dépenses relatives à l'audit du Fonds ;
- c) Frais d'administration du Fonds versés au fournisseur de service (lequel a notamment pour tâche de tenir la comptabilité du Fonds et de calculer la valeur liquidative) ;
- d) Dépenses relatives à la tenue du Registre des Parts, sur la base de la liste des prix de l'Agent Enregistreur (y compris les frais de l'Agent Enregistreur associés à la réception et au traitement des demandes de souscription et de rachat des Parts) ;
- e) Dépenses relatives à la préparation, à l'impression, à la traduction et à la distribution du Règlement, du Prospectus et de tout autre document du Fonds ;
- f) Frais, coûts et dépenses imposés par les autorités publiques en lien avec l'enregistrement du Règlement et du Prospectus, avec la distribution des Parts du Fonds ou avec d'autres opérations au titre du Fonds ;
- g) Frais de surveillance relatifs à l'enregistrement du Fonds et à la distribution de ses Parts à l'étranger ;
- h) Dépenses directement liées à la gestion du Fonds (y compris les frais juridiques).

1.70 La Société de Gestion n'encourra aucune dépense pour le compte du Fonds et des Porteurs de Parts qui n'est pas liée à la gestion du Fonds.

1.71 Les frais et dépenses totaux dus pour le compte du Fonds ne dépasseront pas 5 % de la valeur liquidative moyenne pondérée du Fonds (moyenne annuelle pondérée).

COMPTABILITÉ ET REPORTING DU FONDS

1.72 La comptabilité et le reporting de la Société de Gestion et du Fonds seront effectués sur la base de la Loi sur la comptabilité (Accounting Act), la Loi sur les fonds de placement et toutes autres lois et règles internes en matière de comptabilité de la Société de Gestion, sauf dispositions contraires énoncées dans la Loi sur les fonds de placement.

1.73 La comptabilité du Fonds sera coordonnée par la Société de Gestion. La Société de Gestion a délégué la comptabilité du Fonds à un tiers. Vous trouverez de plus amples informations sur ce délégué à la section « Fonctions déléguées par la Société de gestion » du Prospectus.

1.74 Les livres du Fonds seront conservés séparément des livres de la Société de Gestion et de ceux de tout autre fonds.

- 1.75 La période fiscale du Fonds sera identique à celle de la Société de Gestion, laquelle suit l'année civile.
- 1.76 Les rapports annuel et semestriel ainsi que le rapport d'investissements du Fonds seront approuvés par le Conseil de gestion de la Société de Gestion. Les rapports seront signés par l'ensemble des membres du Conseil de gestion de la Société de Gestion.
- 1.77 Le rapport annuel du Fonds sera audité avant approbation. Le rapport des réviseurs indépendants agréés sera joint au rapport annuel du Fonds.
- 1.78 Les rapports annuels du Fonds sont disponibles auprès du siège social de la Société de Gestion et sur le Site Internet quatre mois après la fin de la période fiscale du Fonds, et les rapports semestriels deux mois après la fin du semestre.

PUBLICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU FONDS

- 1.79 Toute personne est autorisée à consulter les informations et documents suivants auprès du siège social de la Société de Gestion ou sur le Site Internet :
- a) Règlement ;
 - b) Rapports annuels du Fonds de ces trois dernières périodes fiscales ;
 - c) Dernier rapport semestriel du Fonds, s'il a été approuvé après le dernier rapport annuel ;
 - d) Prospectus et documents d'informations clés pour l'investisseur ;
 - e) Nom et contacts de la Société de Gestion ;
 - f) Nom du Gestionnaire du Fonds ;
 - g) Nom et contacts du Dépositaire ;
 - h) Règles de calcul de la valeur liquidative du Fonds et règles internes relatives à l'exécution de transactions sur dérivés pour le compte du Fonds ;
 - i) Informations quant au volume de la participation de la Société de Gestion dans le Fonds ;
 - j) Rapports annuels de la Société de Gestion de ces trois dernières périodes fiscales.
- 1.80 Les Porteurs de Parts peuvent obtenir gratuitement, sur demande, une copie du Règlement, des trois derniers rapports annuels ou du dernier rapport semestriel du Fonds, du Prospectus et des documents d'informations clés pour l'investisseur.
- 1.81 La Société de Gestion publiera chaque jour ouvré, sur son Site Internet, la valeur liquidative et les prix de souscription et de rachat des Parts.
- 1.82 En cas de circonstances spéciales affectant les activités ou la situation financière du Fonds géré par la Société de Gestion ou la valeur liquidative des Parts, les informations y relatives seront immédiatement publiées sur le Site Internet.
- 1.83 À l'exception du dernier rapport annuel de la Société de Gestion, toutes les informations devront être publiées dans les trois jours à compter de l'entrée en vigueur du document concerné ou des changements concernés. Tous les documents et informations seront publiés en estonien ou en anglais. Ils pourront également être publiés dans d'autres langues si cela s'avère nécessaire. Quant aux documents d'informations clés pour l'investisseur, ils seront publiés en estonien, en anglais et dans la langue officielle des pays où les Parts sont distribuées.
- 1.84 Les informations sur le Fonds devant faire l'objet d'une publication peuvent comprendre les informations, les faits et les évaluations portant sur le Fonds qui sont publiés en vue d'informer les lecteurs du Règlement ; les activités et la situation financière du Fonds ; le calcul de la valeur liquidative des Parts du Fonds ; et d'autres éléments requis.
- 1.85 La Société de Gestion est autorisée à envoyer des avis et des rapports relatifs au Fonds à l'adresse postale ou électronique connue d'un Porteur de Parts.

AMENDEMENT AU RÈGLEMENT

- 1.86 Le Règlement, y compris les dispositions importantes relatives aux frais du Fonds ou à ses restrictions en matière d'investissement, peut être amendé à la discrétion de la Société de Gestion. Le Conseil de surveillance de la Société de Gestion peut décider d'amender le présent Règlement.
- 1.87 La Société de Gestion informera immédiatement le Dépositaire de tout amendement apporté au Règlement.
- 1.88 Tout amendement au Règlement sera enregistré auprès de la Financial Supervision Authority. Un tel enregistrement n'est toutefois pas requis si les amendements ont été effectués uniquement en raison de modifications apportées aux lois et aux réglementations applicables. Le Règlement amendé sera immédiatement envoyé à la Financial Supervision Authority.
- 1.89 Après avoir enregistré les amendements concernés auprès de la Financial Supervision Authority ou lui avoir soumis une version amendée du Règlement, la Société de Gestion publiera sans délai un avis sur ces amendements dans au

moins un quotidien national et sur son Site Internet. Si les amendements visent uniquement à refléter des changements dans la législation, ils ne feront pas l'objet d'une publication dans un quotidien national.

- 1.90 Le Règlement amendé sera publié sur le Site Internet.
- 1.91 Les amendements au Règlement entreront en vigueur dans le mois suivant la publication de l'avis en question, sauf dispositions contraires prévues dans l'avis.
- 1.92 Si le Règlement est amendé uniquement pour tenir compte des changements intervenus dans la législation, les amendements entreront en vigueur à la date indiquée dans l'avis publié sur le Site Internet.

LIQUIDATION DU FONDS

- 1.93 La liquidation du Fonds sera effectuée selon les cas et procédures prévus par la Loi sur les fonds de placement.
- 1.94 La décision de la liquidation du Fonds reviendra au Conseil de surveillance de la Société de Gestion. Dans les cas prévus par la Loi sur les fonds de placement, le Dépositaire pourra agir en tant que liquidateur. La Société de Gestion devra obtenir l'autorisation de la Financial Supervision Authority pour pouvoir liquider le Fonds.
- 1.95 Suite à l'approbation de la liquidation par la Financial Supervision Authority, la Société de Gestion devra immédiatement publier, dans un quotidien national au minimum ainsi que sur le Site Internet, un avis relatif à la liquidation du Fonds.
- 1.96 Lors de la liquidation du Fonds, la Société de Gestion vendra, dès que possible et en respectant les intérêts des Porteurs de Parts, les actifs du Fonds, encaissera les créances du Fonds et s'acquittera des dettes du Fonds. La liquidation devra être finalisée dans les six mois à compter de la publication de l'avis de liquidation. Ce délai pourra être étendu sur autorisation de la Financial Supervision Authority, à la demande de la Société de Gestion. Néanmoins, à l'issue de cette extension, la période de liquidation ne pourra excéder dix-huit mois.
- 1.97 Jusqu'à 2 % de la valeur liquidative du Fonds pourront être utilisés pour couvrir les dépenses relatives à la liquidation du Fonds. Si les dépenses réelles liées à la liquidation excèdent le montant défini, la Société de Gestion assumera la responsabilité des excédents.
- 1.98 La Société de Gestion distribuera les actifs subsistant après liquidation entre les Porteurs de Parts selon la classe, le nombre et la valeur liquidative des Parts détenues par chaque Porteur de Parts. La Société de Gestion publiera un avis relatif à la distribution des actifs à distribuer dans un quotidien national au minimum et sur le Site Internet.

ANNEXE au Règlement

1. Liste des indices boursiers autorisés pour les actifs sous-jacents des instruments dérivés dans lesquels les actifs du Fonds peuvent être placés (en plus des indices mentionnés à l'Article 4.5.2.4) :

Indices régionaux	CECEEUR, EUETMP, SETXEUR, CETOP20, NTX
Pays baltes	OMX Baltic Tradable
Autriche	ATX, ATX five
Bosnie-Herzégovine	BIRS, FIRS, ERS10, BIFXX, SASX-10, BATX
Bulgarie	SOFIX, BG40, BTX
Estonie	OMX Tallinn
Croatie	CROBEX, CROEMI, CROX
Grèce	FTASE, ASE
Lituanie	OMX Vilnius
Lettonie	OMX Riga
Macédoine	MBI10
Monténégro	MOSTE
Pologne	WIG 20, WIG, WIG 40, WIG 80, WIGBANK, PTX
Roumanie	BET, ROTX, BET-C, BET-FI
Serbie	BELEX15, BELEXfm, SRX
République tchèque	PX, CTX
Turquie	XU100, XBANK, BIST30
Hongrie	BUX, HTX

2. Liste des devises autorisées pour les actifs sous-jacents des instruments dérivés dans lesquels les actifs du Fonds peuvent être placés :

EUR	Euro
USD	Dollar américain
GBP	Livre sterling
JPY	Yen japonais
CHF	Franc suisse
SEK	Couronne suédoise
DKK	Couronne danoise
PLN	Zloty polonais
HUF	Forint hongrois
CZK	Couronne tchèque
TRY	Livre turque
NOK	Couronne norvégienne
RON	Leu roumain
BGN	Nouveau lev bulgare
RSD	Dinar serbe
MKD	Denar macédonien
BAM	Mark convertible
HRK	Kuna croate
UAH	Hryvnia ukrainienne
ALL	Lek albanais
MDL	Leu moldave

Informations destinées aux investisseurs en Suisse

Représentant

Le représentant en Suisse est **CARNEGIE FUND SERVICES S.A.**, 11, rue du Général-Dufour, 1204 Genève, Suisse, Tél. : + 41 22 705 11 78, Fax : + 41 22 705 11 79.

Service de paiement

Le service de paiement en Suisse est **BANQUE CANTONALE DE GENEVE**, 17, quai de l'Île, 1204 Genève, Tél. : + 41 22 317 27 27, Fax : + 41 22 317 27 37.

Lieu de distribution des documents déterminants

Le prospectus et les documents d'informations clés pour l'investisseur, le règlement ainsi que les rapports annuel et semestriel peuvent être obtenus gratuitement auprès du représentant.

Publications

1. Les publications concernant le placement collectif étranger ont lieu en Suisse sur la plateforme du site internet Fundinfo (www.fundinfo.com).
2. Les prix d'émission et de rachat, ainsi que la valeur d'inventaire avec la mention "commissions non comprises" sont publiés lors de chaque émission et chaque rachat de parts sur la plateforme du site Internet fundinfo (www.fundinfo.com). Les prix sont publiés quotidiennement.

Paiement de rétrocessions et d'indemnités liées aux activités de distribution

Le Fonds et ses mandataires ne prévoient aucun versement de rétrocessions (c'est-à-dire des paiements et des commissions en nature versés par le Fonds et ses mandataires à des tiers admissibles pour l'activité de distribution de parts de fonds en et à partir de la Suisse), ni l'octroi de rabais (c'est-à-dire des paiements directs du Fonds et de ses mandataires aux investisseurs à partir des frais ou coûts grevant un fonds, afin de réduire ceux-ci à un montant convenu contractuellement). Il n'est donc pas nécessaire de savoir si, dans le pays de résidence du Fonds, il existe un droit plus restrictif que le droit suisse concernant le versement de rétrocessions et l'octroi de rabais en Suisse.

Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for se trouvent au siège du représentant pour les parts distribuées en Suisse ou à partir de celle-ci.